

SENAT DE BELGIQUE**BELGISCHE SENAAAT**

SESSION DE 1983-1984

ZITTING 1983-1984

28 JUIIN 1984

28 JUNI 1984

**Projet de loi de redressement
(Articles 1^{er} à 6, 50 à 57, 63)**

**Ontwerp van herstelwet
(Artikelen 1 tot en met 6, 50 tot en met 57, 63)**

**RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE
PAR M. T. DECLERCQ**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER T. DECLERCQ**

**I. Articles 1^{er} à 6
(Tantièmes)**

**I. Artikelen 1 tot en met 6
(Tantièmes)**

Le Ministre des Affaires économiques introduit la discussion en déclarant que les mesures proposées sont destinées à compléter toutes les autres mesures déjà prises en matière de modération des revenus.

Il souligne que les gouvernements précédents ont déjà pris des mesures analogues en cette matière.

Comme hypothèse de départ, on s'est basé sur un taux d'inflation de 6 p.c. Etant donné que les salariés et les appoin-

De Minister van Economische Zaken leidt de bespreking in door te verklaren dat de voorgestelde maatregelen een aanvulling zijn van alle andere maatregelen welke inzake inkomensmatiging reeds werden getroffen.

Hij onderstreept dat door vorige regeringen reeds gelijklopende maatregelen ter zake werden getroffen.

Als basishypothese wordt uitgegaan van een inflatie van 6 pct. Aangezien de loon- en weddetrekkenden per jaar

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Van den Broeck, 2^e vice-président; Bosmans, Canipel, Capoen, Chabert, Clerdent, De Cooman, Deprez, de Wasseige, du Monceau de Bergendal, François, Gerits, Mme N. Maes, MM. Nicolas, Op 't Eynde et T. Declercq, rapporteur.

Membres suppléants : MM. Decoster et Friederichs.

R. A 13038

Voir :

Document du Sénat :

718 (1983-1984) : N° 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Van den Broeck, 2^e ondervoorzitter; Bosmans, Canipel, Capoen, Chabert, Clerdent, De Cooman, Deprez, de Wasseige, du Monceau de Bergendal, François, Gerits, Mevr. N. Maes, de heren Nicolas, Op 't Eynde en T. Declercq, verlaggever.

Plaatsvervangers : de heren Decoster en Friederichs.

R. A 13038

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

718 (1983-1984) : N° 1 : Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

tés se voient supprimer une indexation par an, il y a également lieu d'imposer une modération de 2 p.c. pour les tantièmes.

C'est la raison pour laquelle l'augmentation de ces tantièmes est limitée à 4 p.c.

Un régime spécifique est prévu pour les nouvelles entreprises ainsi que pour les entreprises qui n'ont pas distribué de tantièmes pendant l'année de référence.

Discussion générale

Un membre souligne que le Gouvernement part de l'idée que la modération des revenus est la même pour toutes les catégories de revenus. A son avis, il n'en est toutefois pas ainsi; il n'y a pas d'équilibre puisque les dividendes, par exemple, ne sont pas touchés par les mesures de modération.

Si le taux d'inflation est supérieur à 6 p.c., il faudra laisser 2 p.c. aux entreprises et transférer l'excédent à un Fonds de lutte contre le chômage.

Le Ministre répond que plus le taux d'inflation sera élevé, plus le montant des tantièmes sera proportionnellement limité. Il ne faut pas perdre de vue qu'il existe une différence essentielle entre les tantièmes d'une part et les traitements et salaires d'autre part, étant donné que ceux-ci sont fiscalement déductibles pour l'entreprise, ce qui n'est pas le cas des tantièmes.

Le Gouvernement table sur un taux d'inflation moyen de 6 p.c. Si ce taux est plus élevé, le solde revenant aux entreprises sera d'autant plus important, si bien qu'elles disposeront de plus de moyens pour renforcer leur structure financière.

Il n'est pas possible d'éluder efficacement les dispositions de ces articles. Au cas où l'on tenterait de contourner la loi en remplaçant les tantièmes, par exemple, par des jetons de présence, des honoraires, etc., les bénéficiaires de ces revenus seraient soumis à d'autres mesures de modération prévues pour les travailleurs indépendants et devraient par conséquent fournir par ce canal leur contribution à l'effort général de modération.

Le versement à un Fonds, déclare le Ministre, va à l'encontre de la philosophie préconisée par le Gouvernement qui entend encourager l'esprit d'initiative et accroître la rentabilité des entreprises.

En réponse à l'objection d'un membre selon laquelle la transparence des comptes ne serait pas garantie, le Ministre déclare que les tantièmes figurent toujours en tant que tels au bilan comme un montant global et identifiable.

Un membre fait observer que les entreprises de droit étranger et, partant, leurs administrateurs échappent à l'application des mesures proposées. Il aimerait savoir combien elles sont à échapper de cette manière à la loi et quelles seraient pour elles les implications financières au cas où elles y seraient soumises.

één indexaanpassing niet zullen ontvangen, moet ook voor de tantièmes een matiging van 2 pct. worden opgelegd.

Dat is de reden waarom de verhoging wordt beperkt tot 4 pct.

Voor nieuwe ondernemingen, evenals voor ondernemingen die in het referentiejaar geen tantièmes hebben uitgekeerd, is een specifiek regime voorzien.

Algemene bespreking

Een lid onderstreept dat de Regering uitgaat van de idee dat de inkomensmatiging dezelfde is voor alle categorieën van inkomensstrekkers. Zijns inziens is dat evenwel niet het geval; er is geen evenwicht omdat bijvoorbeeld de dividendend niet worden getroffen door de matigingsmaatregelen.

Indien de inflatie hoger uitvalt dan 6 pct., moet men 2 pct. in de ondernemingen laten en het overschot overdragen aan een fonds ter bestrijding van de werkloosheid.

De Minister antwoordt dat hoe hoger de inflatie oploopt, hoe lager verhoudingsgewijze de tantièmes zullen uitvallen. Men verlieze niet uit het oog dat er een essentieel verschil bestaat tussen tantièmes enerzijds en wedden en salarissen anderzijds vermits deze laatste voor de onderneming fiscaal aftrekbaar zijn terwijl dit niet het geval is met de tantièmes.

De Regering mikt op een gemiddelde inflatievoet van 6 pct. Indien de inflatie hoger uitvalt, zal het saldo dat in de ondernemingen blijft des te hoger zijn en zullen er meer middelen beschikbaar komen voor de versterking van de financiële structuur van de ondernemingen.

Er zijn geen mogelijkheden tot efficiënte omzeiling van de bepalingen van deze artikelen. Indien men de wet zou trachten te omzeilen door tantièmes te vervangen, bijvoorbeeld door zitpenningen, honoraria enz., dan zullen de ontvangers van deze inkomsten in het regime vallen van andere inleveringsmaatregelen welke voor zelfstandigen zijn voorzien en dus via deze weg hun bijdrage tot de algemene inkomensmatiging leveren.

De storting in een fonds, aldus de Minister, is in strijd met de filosofie van de Regering die er één is van aanmoediging van het ondernemingsinitiatief en de verhoging van de rentabiliteit van de ondernemingen.

In antwoord op een opwerping van een lid als zou de doorzichtigheid van de rekeningen niet gewaarborgd zijn, verklaart de Minister dat de tantièmes als dusdanig steeds als een globaal en onderkenbaar bedrag in de balans van de onderneming voorkomen.

Volgens een lid ontsnappen de ondernemingen naar buitenlands recht en dus de bestuurders daarvan aan de voorgestelde maatregelen. Graag vernam hij het aantal ondernemingen welke aldus aan de wet ontsnappen en welke de financiële implicaties zouden zijn indien ze wel aan de wet zouden onderworpen zijn.

Le Ministre déclare que la plupart des multinationales établies en Belgique possèdent des filiales de droit belge, qui tombent par conséquent sous le régime des articles 1^{er} à 6. Pour les entreprises qui n'ont en Belgique que des départements non soumis à la législation belge, les décisions sont évidemment prises par un conseil d'administration à l'étranger et il est impossible d'influer sur ces décisions.

Selon un autre membre, les tantièmes non payés viendront grossir les bénéficiaires et seront transférés d'une année à l'autre, ce qui donnera finalement lieu au paiement d'un super-tantième à une date où la loi ne sera plus en vigueur.

Le Ministre souligne qu'il s'agit en l'occurrence de l'accroissement des tantièmes. Il va de soi que la masse bénéficiaire peut être favorablement influencée mais rien n'empêche l'employeur d'augmenter également à l'avenir les traitements des travailleurs pour compenser la perte qu'ils subissent actuellement par suite des restrictions appliquées en matière de revenus. En fait, l'intervenant soulève ici le problème général du rattrapage et des compensations.

En réponse à l'observation du même membre selon laquelle les revenus de remplacement ne sont pas touchés par ces mesures de rattrapage, le Ministre déclare qu'il est impossible d'anticiper sur les décisions qui seront prises à l'avenir.

Un membre partage ce point de vue mais il craint que les entreprises soient à nouveau tentées d'investir trop peu, de sorte que les problèmes que notre pays connaît actuellement et qui sont dus au faible niveau des investissements pendant les années d'abondance, resurgiront à l'avenir. Le Ministre dispose-t-il de moyens de contrôle pour empêcher que les entreprises s'approprient le fruit de la modération et ne fassent pas d'efforts en matière d'investissements ?

Le Ministre se réfère aux articles du projet qui traitent des questions fiscales. Il souligne également qu'il est ici question d'une augmentation des tantièmes qui ne représentent en général que 2 à 3 p.c. du bénéfice. En fait, ces 2 p.c. correspondent à des chiffres très bas.

Répondant à un membre qui fait remarquer que dans ce cas, ces articles n'ont aucune raison d'être, le Ministre déclare que cette mesure a été proposée dans un souci d'équité et pour établir, à l'égard des administrateurs, une symétrie avec les mesures prévues pour les autres catégories soumises à l'effort de modération.

Discussion des articles

Article 1^{er}

Le Ministre souligne que le texte à l'examen est identique à celui figurant dans la loi de 1981.

L'article est adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

De Minister verklaart dat de meeste in België gevestigde multinationals filialen hebben naar Belgisch recht die derhalve aan het regime van de artikelen 1 tot 6 onderworpen zijn. Voor diegenen die alleen in België afdelingen hebben zonder Belgisch statuut, bestaat uiteraard een raad van beheer in het buitenland. Het is onmogelijk daarop greep te krijgen.

Volgens een ander lid zullen de onbetaalde tantièmes de winst verhogen, van jaar tot jaar overgedragen worden om dan uiteindelijk aanleiding te geven tot de uitbetaling van een supertantième op het ogenblik dat de wet niet meer van kracht zal zijn.

De Minister onderstreept dat het hier gaat over de aangroei van de tantièmes. Het spreekt vanzelf dat de winst-massa gunstig kan beïnvloed worden maar niets belet de werkgever om in de toekomst ook de wedden van de werknemers te verhogen om aldus een compensatie te bieden voor het verlies dat zij thans ingevolge de inkomensbeperkingen lijden. In feite wordt hier het algemeen probleem gesteld van de inhaalbeweging en de compensatie.

In antwoord op de opwerping van hetzelfde lid dat de vervangingsinkomens niet vallen onder deze inhaalmaatregelen, verklaart de Minister dat het onmogelijk is vooruit te lopen op hetgeen zich in de toekomst zal voordoen.

Een lid is het met deze zienswijze eens. Hij vreest evenwel dat de ondernemingen opnieuw te weinig zullen investeren, zodat de problemen welke men thans in ons land kent en die ontstaan zijn uit een te laag investeringspeil tijdens de jaren van overvloed, zich opnieuw zullen voordoen. Beschikt de Minister over controlemogelijkheden om te beletten dat de ondernemingen zich geld toeëigenen en geen inspanningen leveren op het stuk van de investeringen ?

De Minister verwijst naar de fiscale artikelen in het ontwerp. Hij onderstreept ook dat hier sprake is van een verhoging van de tantièmes die over het algemeen slechts twee à drie pct. van de winst voorstellen. Neemt men daarvan 2 pct., dan komt men toch tot zeer lage cijfers.

In antwoord op de opwerping dat de betekenis van deze artikelen dan nihil is, verklaart de Minister dat het een billijkheidsmaatregel is die in hoofde van de bestuurders symmetrisch is met de maatregelen voorzien voor de andere categorieën die aan de inlevering onderworpen worden.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

De Minister wijst erop het hier om dezelfde tekst gaat als deze welke voorkwam in de wet van 1981.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Article 2

Paragraphe 1^{er}

Un membre aimerait savoir s'il est exact que la limite des 4 p.c. est maintenue, même lorsque le nombre d'administrateurs change.

Le Ministre confirme ce point de vue. Cette disposition a en effet pour but d'empêcher que la loi soit éludée. En conséquence, si le nombre d'administrateurs s'accroît, l'augmentation de 4 p.c. au maximum devra être répartie en fonction de ce plus grand nombre et la quotité revenant à chacun d'eux sera moins importante que si le nombre d'administrateurs n'avait pas été augmenté.

Par ailleurs, en cas de diminution du nombre d'administrateurs, il ne pourra y avoir d'augmentation proportionnelle par administrateur.

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Compléter le § 1^{er} de cet article par ce qui suit :

« Toutefois, si l'indice des prix de détail augmente de moins de 6 p.c. sur l'année, le plafond de 4 p.c. est ramené à la valeur de l'indice diminué de 2 p.c. »

L'amendement est justifié de la manière suivante :

« Il est souhaitable de s'aligner sur la modération imposée aux salaires et allocations sociales. »

Un membre plaide pour le maintien du texte gouvernemental, dont la simplicité et la clarté offrent de grands avantages.

Le Ministre partage cet avis et demande le rejet de l'amendement.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Paragraphe 2

Un membre souligne que toutes les entreprises, et donc aussi les nouvelles, ont tout intérêt à attirer de bons administrateurs.

Le texte proposé ne comporte pas d'encouragement dans ce sens. On risque donc de décourager des gens capables.

Le Ministre est d'accord pour dire que si cette façon de voir est formellement exacte, il est néanmoins certain que l'on peut accorder à ces administrateurs des indemnités sous la forme d'honoraires, de jetons de présence ou d'un traitement supérieur.

Paragraphe 3 (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Ajouter un § 3 (nouveau), libellé comme suit :

« § 3. La différence entre le tantième statutaire et les tantièmes réellement attribués est versée au Trésor. »

Artikel 2

Paragraaf 1

Een lid vraagt of het wel degelijk zo is dat de 4 pct.-grens gehandhaafd blijft zelfs wanneer het aantal bestuurders wijzigingen ondergaat.

De Minister bevestigt deze zienswijze. Deze bepaling heeft inderdaad als bedoeling omzeiling van de wet te vermijden. Indien het aantal bestuurders dus toeneemt, zal de toename van maximaal 4 pct. over dit groter aantal moeten uitgesmeerd worden en zal het deel dat elk van hen toevalt kleiner zijn dan wanneer het aantal bestuurders niet verhoogd werd.

Anderzijds zal bij daling van het aantal bestuurders er geen proportionele verhoging per bestuurder kunnen zijn.

Een lid legt volgend amendement neer :

« Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen met minder dan 6 pct. per jaar toeneemt, wordt het grenspercentage van 4 pct. evenwel teruggebracht tot de waarde van het indexcijfer verminderd met 2 pct. »

De verantwoording luidt :

« Afstemming op de matiging opgelegd aan de lonen en sociale uitkeringen is wenselijk. »

Een lid pleit voor het aanhouden van de tekst van de Regering die eenvoudig en duidelijk is en dus grote voordelen biedt.

De Minister stemt hiermee in en vraagt de verwerping van het amendement.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Paragraaf 2

Een lid wijst erop dat elke onderneming, dus ook de nieuwe ondernemingen, er alle belang bij hebben goede bestuurders aan te trekken.

De voorgestelde tekst houdt dienaangaande geen aanmoediging in. Het gevaar bestaat dus dat men bekwame mensen zou ontmoedigen.

De Minister beaamt dat deze zienswijze formeel juist is maar het is toch ook zo dat men aan deze bestuurders vergoedingen in de vorm van een honorarium, zitpenningen of een hogere wedde kan toekennen.

Paragraaf 3 (nieuw)

Een lid dient volgend amendement in :

« Dit artikel aan te vullen met een § 3 (nieuw), luidende :

« § 3. Het verschil tussen het statutaire tantième en de werkelijk toegekende tantièmes wordt gestort aan de Schatkist. »

Il justifie son amendement en relevant la nécessité d'un alignement sur les mesures imposées aux salariés et appointés.

Le Ministre demande le rejet de l'amendement parce que celui-ci vise à établir un nouvel impôt sur les entreprises.

L'auteur de l'amendement n'est pas d'accord avec cette manière de voir et déclare que l'entreprise devrait tout de même payer la totalité du tantième si le projet à l'examen n'existait pas.

Un membre ne partage pas cette façon de voir de l'auteur de l'amendement. Nous savons que la structure financière de nos entreprises est plutôt faible. Il est donc bon de les laisser disposer librement des fonds dégagés.

L'auteur de l'amendement n'est pas hostile à la nécessité pour les entreprises de recouvrer leur rentabilité. Il attire toutefois l'attention sur le fait que le Gouvernement lui-même a prévu des mesures de modération des revenus.

Le Ministre souligne le caractère marginal de l'avantage que les entreprises retirent de ces dispositions. Par ailleurs, il est certain que l'argent qui reste ainsi dans l'entreprise n'est pas identifiable et peut donc être employé à d'autres fins.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 2 est adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Articles 3 et 4

Ces articles n'ont fait l'objet d'aucune observation.

Ils sont adoptés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 5

Le Ministre souligne que cet article contient une coordination de textes et implique également une modification de l'arrêté royal n° 144, qui prévoyait pour l'année 1984 une limitation à 6 p.c. au lieu des 4 p.c. qui sont maintenant proposés.

L'article est adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 6

Aucune observation n'a été émise à propos de cet article.

L'article est adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 6bis (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 6bis (nouveau), libellé comme suit :

Hij verantwoordt het door te verklaren dat afstemming op de maatregelen die gelden voor de werknemers noodzakelijk is.

De Minister vraagt de verworping van het amendement omdat het ertoe strekt een nieuwe belasting op de ondernemingen in te voeren.

De auteur van het amendement is het met deze zienswijze niet eens want hij verklaart dat de onderneming toch het tantième volledig zou moeten uitbetalen indien het wetsontwerp dat voorligt niet zou bestaan.

Een lid is het met de zienswijze van de auteur van het amendement niet eens. We weten dat de financiële structuur van onze ondernemingen eerder aan de zwakke kant ligt. Het is dus goed hen vrij te laten beschikken over het vrijgekomen geld.

De auteur van het amendement is niet gekant tegen het feit dat de ondernemingen opnieuw rendabel moeten worden. Hij wijst er evenwel op dat de Regering zelf in maatregelen heeft voorzien inzake inkomensmatiging.

De Minister onderstreept dat het voordeel dat uit deze bepalingen voor de ondernemingen voortvloeit, van marginale aard is. Anderzijds is het toch ook zo dat het geld dat aldus in de onderneming blijft niet identificeerbaar is en dus ook voor andere doeleinden kan worden aangewend.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikelen 3 en 4

Geen opmerkingen.

Beide artikelen worden aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 5

De Minister onderstreept dat dit artikel een coördinatie bevat van teksten en tevens een wijziging impliceert van het koninklijk besluit nr. 144 dat voor het jaar 1984 voorzag in een beperking tot 6 pct. i.p.v. de thans voorgestelde 4 pct.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 6

Geen opmerkingen.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 6bis (nieuw)

Een lid legt volgend amendement neer :

« Een artikel 6bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Article 6bis. — Sont abrogés à partir du 31 mars 1984 :

— l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale;

— l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires du régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, de certaines prestations sociales de la sécurité sociale et dépenses du secteur public, et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales;

— l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants. »

Il est ainsi justifié :

« La règle de base du programme de redressement financier et économique du présent Gouvernement, comme le rappelle d'ailleurs l'exposé des motifs, est qu'aucune catégorie de revenus ne sera exemptée de l'effort de modération. La devise est donc « Tout le monde (ou personne) » .

Comme nous l'avons déjà suffisamment démontré, les administrateurs et dirigeants, et plus généralement les personnes qui ont des revenus mobiliers, échappent complètement à la modération. Il nous paraît dès lors logique d'imposer aux autres groupes de revenus un effort de modération identique, c'est-à-dire nul avec effet rétroactif. »

Le Ministre est d'accord pour dire que toutes les catégories de revenus doivent être traitées de la même manière et donc placées sur un pied d'égalité en matière de modération. La méthode suivie par le Gouvernement diffère cependant de celle proposée par l'auteur de l'amendement.

Le Ministre ajoute que l'on considère toujours dans certains milieux que les revenus mobiliers sont privilégiés. Or, c'est l'inverse qui est vrai. En effet, même en y incluant la hausse de leur valeur boursière, le rendement des actions est généralement très faible. Il renvoie à ce propos à la déclaration qu'il a faite en Commission de la Chambre.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

**

II. Articles 50 à 57, 63

(Reconversion)

Exposé du Ministre des Affaires économiques

Afin d'améliorer les perspectives en matière d'emploi, de sauvegarder l'avenir économique et d'augmenter le potentiel

« Artikel 6bis. — Met ingang van 31 maart 1984 worden opgeheven :

— koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid;

— koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen;

— koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen. »

De verantwoording luidt :

« Zoals nogmaals wordt bevestigd in de memorie van toelichting is de basisregel voor het financieel en economisch herstelprogramma van deze Regering dat geen enkele inkomensgroep zal worden ontslagen van de matigingsinspanning. Het motto is dus « allen (of niemand) » .

Gezien wij ondertussen voldoende bewezen hebben dat de bestuurders en zaakvoerders en meer algemeen de genietters van roerende inkomsten volledig buiten de inlevering staan, lijkt het ons logisch dat ook voor de andere inkomensgroepen een zelfde matigingsinspanning wordt opgelegd : geen dus en dit met terugwerkende kracht. »

De Minister is het ermee eens dat alle inkomenscategorieën op dezelfde wijze moeten behandeld worden en dus inzake inlevering op een zelfde voet moeten worden geplaatst. De door de Regering gevolgde methode is evenwel verschillend van deze welke door de auteur van het amendement wordt voorgesteld.

De Minister verklaart dat men er van bepaalde zijde steeds van uitgaat dat de roerende inkomsten bevoordeligd worden. Het tegendeel is evenwel waar. Inderdaad, zelfs met inbegrip van de stijging van de beurswaarde ligt het rendement van de aandelen over het algemeen zeer laag. Hij verwijst dienaangaande naar hetgeen hij in de Kamercommissie heeft verklaard.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

**

II. Artikelen 50 tot en met 57, 63

(Reconversie)

Uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken

Ten einde de werkgelegenheidsperspectieven te verbeteren, de economische toekomst veilig te stellen en het groeipoten-

de croissance du produit national brut, il s'impose d'entreprendre avec dynamisme la rénovation industrielle de l'appareil de production.

A cela s'ajoute la nécessité d'une politique de reconversion active et efficace afin de rendre crédible la politique de restructuration socialement pénible dans certains secteurs industriels.

Il faut en effet abandonner le plus possible l'octroi de subsides qui se transforme souvent en une aide aux déficits d'exploitation d'entreprises en difficulté. Notre préférence doit aller à de nouveaux projets offrant des emplois supplémentaires dans de nouvelles entreprises ou dans de nouveaux départements d'entreprises existantes.

Le Gouvernement prévoit par conséquent dans ce premier projet de loi de redressement des aides aux entreprises privées qui investissent dans des zones de reconversion.

Les mesures comportent une série de réformes du droit des sociétés et de la législation fiscale :

1. La conclusion de contrats de reconversion entre une société publique d'investissement, une société de reconversion et des actionnaires privés, dans le cadre de laquelle l'apport de capital par la société publique d'investissement peut être rémunéré par l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote et qui implique que, dans la mesure où il a été financé dans le cadre du Fonds de rénovation industrielle (F.R.I.), cet apport est soumis à l'obligation d'achat dans le chef des actionnaires privés qui peuvent bénéficier à cet effet d'un régime fiscal spécial.

Tout le mécanisme, du moins selon la première formule est axé sur le contrat de reconversion, qui est un contrat librement négocié, mais dans un cadre légal.

Dans le cadre du contrat de reconversion, il y a lieu de respecter des minima et des maxima en matière d'apport et 80 p.c. au moins de l'apport total doivent être investis dans des immobilisations corporelles. Il est toujours possible, en outre, de procéder à un apport, en dehors du contrat de reconversion. Dans ce cas, l'apport ne doit pas être un « apport en numéraire », ce qui permet toujours, aux actionnaires, d'apporter des immobilisations incorporelles et des biens d'équipement.

2. Une immunisation temporaire (et limitée) de l'impôt des sociétés, pour les sociétés qui, sans recourir au financement par le F.R.I., procèdent à certains investissements dans une zone de reconversion.

3. Une immunisation du droit d'enregistrement proportionnel dans le chef, tant des sociétés de reconversion que des sociétés qui bénéficient de l'immunisation de l'impôt des sociétés.

Le Gouvernement entend, en matière de politique industrielle, arriver à une vraie coopération avec les Régions. La reconversion offre des possibilités dans ce domaine. Il faut qu'en cette matière se développe une « synergie » entre le niveau national et le niveau régional.

tiel van het bruto nationaal produkt tijdens de volgende jaren op te voeren, is een dynamische aanpak van de industriële vernieuwing van het produktie-apparaat vereist.

Daarnaast is een actief en doelmatig reconversiebeleid essentieel om het sociaal pijnlijke herstructureringsbeleid in bepaalde industriële sectoren geloofwaardiger te maken.

Er moet immers maximaal worden afgestapt van het uitkeren van subsidies die vaak worden omgezet in steun aan exploitatietekorten voor bedrijven in moeilijkheden. De voorkeur moet gaan naar nieuwe projecten met extra tewerkstelling in nieuwe ondernemingen of nieuwe afdelingen van bestaande ondernemingen.

In dit eerste ontwerp van herstellwet voorziet de Regering dan ook in steun aan particuliere ondernemingen die investeren in reconversiezones.

De maatregelen omvatten een aantal hervormingen van vennootschapsrechtelijke en fiscale aard :

1. Het sluiten van reconversiecontracten tussen een openbare investeringsmaatschappij, een reconversievenootschap en privé-aandeelhouders, in het kader waarvan de kapitaal-inbreng door de openbare investeringsmaatschappij kan worden vergoed door uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht en waarbij deze, in de mate dat hij gefinancierd werd in het kader van het Fonds voor Industriële Vernieuwing (F.I.V.), onderworpen is aan een verplichte afkoop door de privé-aandeelhouders, die hiervoor van een bijzonder belastingregime kunnen genieten.

Het gehele mechanisme in deze eerste formule draait om het reconversiecontract, dat een vrij onderhandeld contract is, maar binnen een wettelijk stramien.

Binnen het reconversiecontract moeten de minima- en maximumverhoudingen inzake inbreng gerespecteerd worden, en moet minstens 80 pct. van de totale inbreng in het kader van het reconversiecontract in materiële vaste activa geïnvesteerd worden. Daarnaast blijft de mogelijkheid bestaan om ook buiten het reconversiecontract een inbreng te doen, die dan niet onderworpen is aan de verplichting van « inbreng in geld », en waardoor de mogelijkheid openblijft dat de aandeelhouders ook immateriële activa en bedrijfsuitrusting inbrengen.

2. Een tijdelijke (en beperkte) vrijstelling van vennootschapsbelasting voor de vennootschappen die, zonder dat een beroep wordt gedaan op financiering door het F.I.V., zekere investeringen uitvoeren in een reconversiezone.

3. Een vrijstelling van evenredig registratierecht in hoofde van zowel de reconversievenootschappen als de vennootschappen die genieten van de vrijstelling van vennootschapsbelasting.

De Regering streeft ernaar om inzake industrieel beleid tot een echte samenwerking met de Gewesten te komen. De reconversie is daartoe een gelegenheid. Er moet ter zake een « synergie » tussen het nationale en het gewestelijke niveau groeien.

Les deux tiers des moyens du F.R.I. (qui représentent au total un montant de 15 à 16 milliards de francs) seront consacrés à la reconversion.

Les sociétés publiques d'investissement doivent y ajouter un montant provenant de leurs ressources propres, égal à la moitié des ressources du F.R.I. Le solde de financement du projet de reconversion (51 p.c. au minimum) doit être financé par le secteur privé. A cela s'ajoutent encore les droits de tirage des Investis (quelque 20 milliards de francs) et l'avantage tiré du régime fiscal spécial applicable dans le cadre des mesures de reconversion. Par conséquent, le problème ne sera pas tellement de trouver des moyens suffisants mais surtout de trouver de bons projets.

La délimitation des zones de reconversion se fait sur avis conforme de la Région concernée. L'obligation de délimiter ces zones à l'intérieur des zones de développement visées à l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 reste néanmoins d'application. L'absence de cette dernière obligation (ou limitation) risquerait en effet de provoquer des différends avec la Commission européenne. En ce qui concerne les zones de développement visées à l'article 49, sont aussi bien visées les zones de catégorie 2 que celles de catégorie 1 (conformément à la réglementation européenne).

Le système des « actions sans droit de vote » constitue une possibilité qui répond à une demande réelle émanant des entreprises. Pour ce qui est de la compatibilité de ces mesures avec les impératifs de la rentabilité économique et de la gestion active que doivent respecter les sociétés publiques d'investissement dans le cadre des sociétés auxquelles elles participent, le Ministre se réfère au rapport de la Chambre (doc. Chambre 927 (1983-1984) - n° 27).

Par les mesures relatives à l'achat, le Gouvernement essaie de faire du F.R.I. une sorte de *revolving fund* de façon à faire refluer l'apport budgétaire qui, de la sorte, pourra servir plusieurs fois.

Cette obligation d'achat découle du texte de la loi, de sorte qu'il ne peut y avoir aucun doute à propos de la non-application de l'article 1855 du Code civil, qui prévoit qu'est nulle la stipulation qui affranchirait un associé de toute contribution aux pertes, et de l'article 46 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui stipule que les cessions d'actions ne sont valables qu'après la constitution définitive de la société.

Le Ministre souligne que la société publique d'investissement perd le bénéfice que doit normalement lui procurer son apport lorsque la société enregistre des pertes et ne distribue aucun dividende, ce qui implique qu'elle n'est pas affranchie de toute contribution aux pertes. Pour ce qui est de l'article 46 précité, il y a lieu de noter qu'il concerne des opérations spéculatives et que dans le cas présent il n'est pas question de telles opérations. Le Ministre confirme que l'obligation d'achat et ses modalités sont imposées, sans équivoque possible, par l'article 55 du projet, de sorte qu'il ne peut y avoir aucun doute sur leur caractère impératif.

Twée derde van de F.I.V.-middelen (op een totaalbedrag van 15 à 16 miljard frank) zullen aan reconversie worden besteed.

Uit eigen middelen moeten de openbare investeringsmaatschappijen hieraan nog een bedrag gelijk aan de helft van de aangewende F.I.V.-middelen toevoegen. Het saldo van de financiering van het reconversieproject (minimum 51 pct.) dient door de privé-sector gefinancierd te worden. Daarbij komen dan nog de trekkingsrechten van de Investis (ca. 20 miljard frank) en het belastingvoordeel dat geput wordt uit het bijzonder fiscaal regime dat voor deze reconversie-maatregelen van toepassing is. Derhalve zal het probleem niet zozeer zijn het vinden van voldoende middelen dan wel het vinden van goede projecten.

De afbakening van de reconversiezones geschiedt op eensluidend advies van het betrokken Gewest. Niettemin blijft de verplichting tot afbakening binnen de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 11 van de wet van 30 december 1970 gelden. Zonder deze laatste verplichting (of beperking) dreigen immers twisten met de E.G.-Commissie. Wat de in artikel 49 vermelde ontwikkelingszones betreft, worden zowel de zones van categorie 2 als deze van categorie 1 (conform de E.G.-reglementering) bedoeld.

Het systeem van de « niet-stemgerechtigde aandelen » is facultatief en beantwoordt aan een reële vraag vanuit de ondernemerswereld. Inzake de verenigbaarheid van de maatregelen met de vereisten van de economische rendabiliteit en actief beheer in hoofde van openbare investeringsmaatschappijen in vennootschappen waarin zij participeren, verwijst de Minister naar het verslag van de Kamer (Gedr. St. Kamer 927 (1983-1984) - nr. 27).

Door de maatregelen inzake afkoop probeert de Regering van het F.I.V. een *revolving fund* te maken, zodat de budgettaire inbreng terugvloeit en dus verschillende malen kan aangewend worden.

Deze afkoopverplichting vloeit voort uit de tekst van de wet zodat geen twijfel kan bestaan omtrent de niet-toepasselijkheid van artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk bepaalt dat een vennoot niet mag worden vrijgesteld van elke bijdrage in het verlies, en van artikel 46 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, hetwelk bepaalt dat overdrachten van aandelen eerst geldig zijn na de definitieve oprichting van de vennootschap.

De Minister onderstreept dat de openbare investeringsmaatschappij trouwens de normale opbrengst van de door haar ingebrachte gelden derft indien de vennootschap verlies maakt en geen dividenden uitkeert, wat derhalve betekent dat zij niet is vrijgesteld van elke bijdrage in het verlies. Wat genoemd artikel 46 betreft, dit artikel heeft betrekking op speculatieve verrichtingen, hetgeen in casu zeker niet het geval is. De Minister bevestigt dat de afkoopverplichting en de modaliteiten ervan ondubbelzinnig worden opgelegd door artikel 55 van het ontwerp zodat hun afdwingbaarheid niet voor betwisting vatbaar kan zijn.

Le Gouvernement préfère recourir à des dotations en capital plutôt qu'à des subsides, étant donné que cela permet aux nouvelles entreprises d'avoir un bilan sain au départ.

Pour conclure, le Ministre confirme que le législateur national se contente, en la matière :

1. d'octroyer des crédits supplémentaires aux Régions et
2. de prévoir, en faveur des sociétés et des actionnaires privés, la possibilité d'émettre des « actions sans droit de vote » et de bénéficier d'un régime fiscal spécial.

Les deux matières précitées relèvent exclusivement de la compétence nationale.

Discussion générale

Un membre propose d'examiner d'abord le problème de compétence et de passer ensuite au contenu des articles.

Plusieurs membres font remarquer que la chose est impossible, le problème étant d'ordre général. Comme le projet a été réparti entre plusieurs commissions, il s'indique de réserver le problème de la compétence pour la séance publique.

D'autres membres considèrent que, s'il en est ainsi, il ne sert à rien de procéder à la discussion des articles.

Devant l'impossibilité de parvenir à un accord, il est proposé de procéder à un vote.

Par 9 voix contre 5, il est décidé de ne pas consacrer de discussion préalable au problème de la compétence. Il va cependant de soi que le problème pourra être évoqué au cours de la discussion des articles, notamment lors de l'examen des amendements.

Un membre demande quel est le lien avec les autres mécanismes de financement de l'expansion économique.

Le Ministre déclare que le lien interne ressort des chapitres IV et suivants du projet. Le cumul des avantages de la législation d'expansion et de la législation de reconversion est théoriquement possible mais risque d'entraîner des difficultés avec la Commission européenne. En effet, cette dernière apprécie si l'on ne dépasse pas les limites des aides autorisées.

Le point de vue du Conseil d'Etat concernant les statuts des S.R.I., à savoir que leur objet serait modifié, repose sur un malentendu. Le Ministre renvoie à ce sujet au rapport de la Commission de la Chambre, dans lequel il a longuement réfuté la thèse selon laquelle les statuts des sociétés publiques régionales d'investissement seraient modifiés. Les Régions disposent dès à présent de moyens propres (super-solde des droits de succession) et peuvent en outre faire appel au marché des capitaux.

De Regering geeft de voorkeur aan kapitaaldotaties boven subsidies, omdat de nieuwe ondernemingen dan met een gezonde balans starten.

Tot besluit bevestigt de Minister dat de nationale wetgever zich in deze materie beperkt tot :

1. het toekennen van bijkomende kredieten aan de Gewesten en
2. ten behoeve van respectievelijk de vennootschappen en de privé-aandeelhouders de mogelijkheid te voorzien om niet-stemgerechtigde aandelen uit te geven en van een bijzonder fiscaal regime te genieten.

Beide laatstgenoemde materies behoren bij uitsluiting tot de nationale bevoegdheid.

Algemene bespreking

Een lid stelt voor eerst het bevoegdheidsprobleem te onderzoeken om daarna pas over te gaan tot de inhoudelijke bespreking.

Meerdere leden wijzen erop dat zulks onmogelijk is wegens het feit dat het probleem in kwestie van algemene aard is. Vermits het ontwerp over meerdere commissies werd gespreid is het aangewezen het bevoegdheidsprobleem voor te behouden voor de algemene vergadering.

Andere leden gaan ervan uit dat het alsdan overbodig is de bespreking van de artikelen te houden.

Aangezien geen overeenstemming kan worden bereikt, wordt voorgesteld een stemming te houden.

Met 9 stemmen tegen 5 wordt besloten geen voorafgaandelijke bespreking te wijden aan het bevoegdheidsprobleem. Het spreekt evenwel van zelf dat in de artikelsgewijze bespreking, meer bepaald bij de behandeling van de amendementen, op het probleem kan worden ingegaan.

Een lid vraagt welke de verhouding is met de andere financieringsmechanismen inzake economische expansie.

De Minister verklaart dat het intern verband blijkt uit hoofdstuk IV en volgende van het ontwerp. De cumulatieve van de voordelen van de expansiewetgeving en de reconversiewetgeving is theoretisch mogelijk maar kan moeilijkheden opleveren met de Europese Commissie. Deze laatste oordeelt namelijk of de toegelaten steunintensiteit niet wordt overschreden.

Het standpunt van de Raad van State inzake de G.I.M.-statuten, nl. dat hun object wordt gewijzigd, berust op een misverstand. De Minister verwijst hier naar het verslag van de Kamercommissie waar hij uitvoerig de stelling dat de statuten van de Gewestelijke openbare investeringsmaatschappij zouden gewijzigd worden, weerlegd heeft. De Gewesten beschikken nu reeds over eigen middelen (super-saldo successierechten) en kunnen daarenboven een beroep doen op de kapitaalmarkt.

Un membre souligne que l'on se trouve à nouveau en présence d'une législation d'exception.

Cette fois-ci, on se propose d'introduire des exceptions au droit des sociétés, notamment dans le but de créer des *non-voting shares*. Il exprime son étonnement face au nombre sans cesse croissant d'exceptions, ce qui a pour effet de rendre la législation de plus en plus complexe et d'étendre jour après jour l'intervention des pouvoirs publics.

L'intervenant constate que les entreprises bénéficient d'apports substantiels financés par les deniers publics. Si l'entreprise échoue, l'argent sera perdu pour le F.R.I., tandis que si l'entreprise réussit, le secteur privé pourra se permettre d'acheter les actions à moitié prix.

On devrait à tout le moins imposer au secteur privé de rembourser la totalité du prix.

Les modifications apportées au F.R.I. ont pour conséquence de changer ce qui était déjà acquis. C'est ainsi que se trouve modifié le principe des droits de tirage régionaux sur base des emplois perdus. Si l'on prive le F.R.I. de ses moyens, toute reconversion devient impossible. La clé des projets de reconversion redevient nationale, ce qui est inacceptable.

Comment le F.R.I. sera-t-il pourvu d'une dotation ? Quel est le montant prévu et à quel budget ? Pour la Région wallonne, il ne restera rien du supersolde. Quant à la Région bruxelloise, elle ne recevra absolument rien.

Il est également à noter qu'auparavant, un droit de tirage pouvait s'exercer partout dans le pays où des emplois avaient été perdus dans les secteurs nationaux alors que désormais ce ne sera plus le cas que dans les zones de développement. Il est vrai que pour la Wallonie, cela ne pose pas de grands problèmes.

Il eût été bon de savoir quelle sera concrètement la clé de répartition appliquée.

Un autre membre aimerait savoir si l'on s'est strictement conformé à l'avis de la C.E.E. pour la délimitation des zones de développement.

Comme le préopinant, il aimerait savoir ce qu'il en est pour la Région bruxelloise.

Le Ministre réfute la thèse du premier intervenant selon laquelle le Gouvernement national aurait l'intention de vider les compétences des Régions de leur substance. C'est l'inverse qui est vrai.

Pour ce qui est du F.R.I., le Gouvernement a décidé de mettre un montant de 15 milliards à la disposition des Régions. Un tiers (1/3) de ce montant reviendra aux Régions pour le financement de leurs activités traditionnelles; il n'y aura donc aucune modification sur ce point. Deux tiers (2/3) seront consacrés aux contrats de reconversion dans les zones de reconversion à désigner par les Régions. Le Gouvernement

Een lid onderstreept dat men hier opnieuw voor een uitzonderingswetgeving staat.

Thans is het ook zo dat uitzonderingen op het vennootschapsrecht worden geïntroduceerd, o.m. om *non-voting shares* te creëren. Hij spreekt zijn verwondering uit over het steeds toenemend aantal uitzonderingen die als gevolg hebben dat de wetgeving met de dag ingewikkelder wordt terwijl de overheidsinterventie van dag tot dag toeneemt.

Het lid stelt dat met overheidsgelden substantiële inbrengen gedaan worden in ondernemingen. Indien de onderneming mislukt is het geld van het F.I.V. verloren maar in geval de onderneming succes heeft, mag de privé-sector de aandelen aankopen tegen halve prijs.

Men zou de privé-sector op zijn minst de totale prijs kunnen doen terugbetalen.

De wijzigingen welke aan het F.I.V. worden aangebracht, hebben tot gevolg dat een verandering wordt gebracht in hetgeen reeds verworven was. Zo wordt o.m. het beginsel van de regionale trekingsrechten op basis van de verloren arbeidsplaatsen gewijzigd. Indien men de middelen van het F.I.V. wegneemt wordt elke reconversie onmogelijk. De sleutel van de reconversieprojecten wordt opnieuw nationaal, hetgeen onmogelijk te aanvaarden is.

Hoe zal het F.I.V. van een dotatie worden voorzien ? Welk bedrag is hier voorzien en op welke begroting ? Voor het Waalse Gewest zal niets overblijven van het supersaldo. Het Gewest Brussel krijgt in het geheel niets.

Er moet nog op gewezen worden dat voorheen een trekingsrecht in het ganse land kon worden uitgeoefend waar betrekkingen verloren gegaan waren in de nationale sectoren, terwijl dit nu alleen nog in ontwikkelingszones kan gebeuren. Dit stelt evenwel voor Wallonië geen grote problemen.

Het zou goed zijn te weten welke verdeelsleutel in concreto zal worden toegepast.

Een ander lid wenst te vernemen of inzake de afbakening van de ontwikkelingszones stringent de hand werd gehouden aan het advies van de E.G. ter zake.

Hij sluit bij de vorige spreker aan om te vragen hoe het gesteld is met het Gewest Brussel.

De Minister verwerpt de stelling van de eerste spreker als zou de nationale Regering de bevoegdheden van de Gewesten willen uithollen. Het tegendeel is waar.

Voor wat het F.I.V. aangaat, heeft de Regering beslist een bedrag van 15 miljard ter beschikking van de Gewesten te stellen. Eén derde (1/3) daarvan komt aan de Gewesten toe voor hun traditionele activiteiten; hieraan wordt dus niets gewijzigd. Twee derde (2/3) van het bedrag moet gewijd worden aan reconversiecontracten in reconversiezones welke door de Gewesten moeten aangewezen worden. De

national n'est pas habilité à modifier la délimitation proposée par les Régions. Les deux seules matières dans lesquelles le Gouvernement national joue un rôle sont les avantages fiscaux, étant donné que la fiscalité reste une compétence nationale et les actions non assorties du droit de vote, étant donné que la législation sur les sociétés commerciales est une matière nationale.

L'application revêt donc un caractère purement régional.

Si l'on veut que la régionalisation soit une réussite, il faut abandonner la dialectique de la lutte pour en arriver à un mécanisme de synergie, tel qu'il est prévu par le projet à l'examen.

Le Ministre ne peut marquer son accord sur la déclaration selon laquelle on aurait ici affaire à une loi d'exception; à son avis, il est plus exact de parler d'une législation complémentaire.

Le Gouvernement a le droit de prendre des mesures sélectives en plus d'un certain nombre de mesures de portée générale, telles que les mesures fiscales.

Le F.R.I. ne peut que donner des impulsions aux entreprises. On retrouve également les mesures proposées dans d'autres pays. Le système d'achat par des actionnaires privés permet au F.R.I. de devenir un *revolving fund*. On se trouve ici en présence d'une micro-programmation contractuelle, étant donné que dans chaque cas d'espèce, il faut conclure un contrat et qu'on peut y insérer des clauses relatives à l'emploi et aux investissements.

Aucune modification n'a été apportée à la clé de répartition. Sur la base des chiffres actualisés pour 1983, cette clé se présente comme suit :

- Flandre : 54 p.c.;
- Wallonie : 37 p.c.;
- Bruxelles : 9 p.c.

Étant donné qu'aucune zone de développement n'existe à Bruxelles, il n'est pas non plus possible de créer des zones de reconversion. Toutefois, la Région bruxelloise recevra 9 p.c. des 15 milliards, de sorte qu'il est exclu de parler d'une discrimination.

En ce qui concerne les zones de développement, la CE a notifié sa décision irrévocable au Gouvernement belge.

Cette décision n'est susceptible d'aucune modification. En Flandre, seuls le Limbourg, le Westhoek et une partie du Hageland ont été retenus comme zones de développement. La région d'Audenarde sera exclue à partir de la fin de 1983. Un nombre moins important de zones ont été supprimées pour la Région wallonne, si bien que les deux tiers du territoire sont encore considérés comme zones de développement.

Si toutes les zones étaient considérées comme zones de reconversion, il serait évidemment à craindre que les ressources financières disponibles n'aient plus qu'un faible effet par suite de leur trop grand éparpillement.

la nationale Regering kan de door de Gewesten voorgestelde afbakening niet wijzigen. De enige twee elementen die de nationale Regering aanbrengt zijn : de fiscale voordelen, vermits de fiscaliteit een nationale bevoegdheid is; ten tweede, aandelen zonder stemrecht, vermits de wetgeving op de handelsvennootschappen nationale materie is.

De toepassing is dus van louter gewestelijke aard.

Indien men van de regionalisatie een succes wil maken moet men de dialectiek van de strijd kunnen verlaten om te komen tot een mechanisme van synergie zoals voorzien in het ontwerp dat voorligt.

De Minister kan zich niet akkoord verklaren met de uitlegging als zou het hier om een uitzonderingswet gaan; zijns inziens moet men spreken van een complementaire wetgeving.

De Regering heeft het recht selectieve maatregelen te treffen naast een aantal maatregelen van algemene aard, zoals, bijvoorbeeld, fiscale maatregelen.

Het F.I.V. kan slechts impulsen geven aan de ondernemingen. De voorgestelde maatregelen treft men ook in andere landen aan. Via de aankoop door privé-aandeelhouders laat men aan het F.I.V. toe een *revolving fund* te worden. Men staat hier voor een contractuele micro-programmatie vermits in elk afzonderlijk geval een contract moet worden afgesloten waarin ook clausules in verband met tewerkstelling en investeringen kunnen opgenomen worden.

Aan de verdeelsleutel werd niets veranderd. Op basis van de aktualisatie 1983 is hij de volgende :

- Vlaanderen : 54 pct.;
- Wallonie : 37 pct.;
- Brussel : 9 pct.

Vermits in Brussel geen ontwikkelingszones bestaan, kunnen er ook geen reconversiezones geschapen worden. Het Gewest Brussel zal evenwel zijn 9 pct. van de 15 miljard krijgen zodat men onmogelijk van een discriminatie kan spreken.

Inzake ontwikkelingszones heeft de E.G. haar onherroepelijke beslissing genotificeerd aan de Belgische Regering.

Hieraan kan niets meer worden veranderd. In Vlaanderen werden alleen nog als ontwikkelingszones weerhouden Limburg, de Westhoek en een stukje Hageland. Vanaf eind 1983 is Oudenaarde uitgesloten. Voor het Waalse Gewest werden minder gebieden geschrapt zodat nog twee derde van het grondgebied als ontwikkelingszone doorgaat.

Indien men alle zones tot reconversiezones zou promoveren, spreekt het vanzelf dat het gevaar bestaat voor de verwatering van het effect van de geldmiddelen waarover men beschikt door een te grote versnippering ervan.

Un membre fait valoir que les stimulants fiscaux éliminent toute sélectivité, d'autant plus qu'un handicap est prévu pour les nouvelles entreprises qui ont besoin de capitaux.

Le Ministre souligne que le système est précisément basé sur le capital de départ fourni par les pouvoirs publics dans le cadre d'un contrat de reconversion à de nouvelles entités juridiques, c'est-à-dire aux sociétés de reconversion.

Comme il a été dit plus haut, il s'agit chaque fois de contrats contenant des clauses spécifiques.

Un membre souligne la nécessité d'une coopération entre les différentes Régions et se réfère à ce propos à l'avis du Conseil d'Etat.

Il aimerait savoir quelle sera l'incidence de l'intensité différente de l'aide dans les diverses zones sur les possibilités du système de reconversion proposé.

D'après le Ministre, il est irréaliste d'espérer un consensus des trois Régions. De plus, cela impliquerait qu'une Région s'immisce dans les affaires de l'autre. Compte tenu des expériences faites en relation avec les zones d'emploi, on peut admettre que la Commission des Communautés européennes n'acceptera pas que les limites des zones de reconversion ne coïncident pas avec celles des zones de développement existantes.

Il souligne qu'il existe une relation bilatérale entre chaque Région et le Gouvernement national.

En Flandre, il n'y aura plus que des zones de première catégorie; en Wallonie, il y en aura également de seconde catégorie mais ici aussi, la Commission restera opposée à tout cumul.

Discussion des articles

Articles 50 à 57 et 63

Plusieurs amendements sont déposés en vue de supprimer ces articles.

Un premier amendement est justifié comme suit :

« En proposant ces articles, le Gouvernement avoue ne pas avoir réussi jusqu'à présent, malgré les aides nombreuses au secteur privé, à relancer le dynamisme d'investissement (cf. l'exposé des motifs : l'introduction au chapitre IV, pp. 20 et 27).

Jamais on n'a connu autant d'instruments pour encourager les investissements (les lois d'expansion, les zones d'emploi, les centres de coordination, l'arrêté royal n° 48, le Fonds de participation et les sociétés de participation, tous les « invests »).

Il semble à présent nécessaire d'ajouter une série d'autres instruments encore.

Toutes ces mesures risquent d'embarrasser et c'est normal jusqu'aux bureaux spécialisés, comme Peat and Mar-

ken lid geeft als zijn mening te kennen dat de fiscale stimuli de selektiviteit uithollen te meer daar er toch een handicap wordt ingebouwd voor nieuwkomers die behoefte hebben aan kapitaal.

De Minister onderstreept dat het systeem juist berust op het lanceerkapitaal dat door de overheid wordt verschaft binnen het kader van een reconversiecontract aan nieuwe juridische entiteiten, namelijk de reconversie maatschappijen.

Zoals gezegd, gaat het telkens over contracten met specifieke clausules.

Een intervenant wijst op de vereisten van samenspel tussen de verschillende Gewesten en verwijst hiertoe naar het advies van de Raad van State.

Hij wil weten wat de invloed is van het verschil in intensiteit van de steun in de verschillende zones op de mogelijkheden van het voorgestelde reconversiesysteem.

Volgens de Minister is het onrealistisch een consensus tussen de drie verschillende Gewesten af te wachten. Daarenboven zou er dan een inmenging zijn van de ene in de aangelegenheden van het andere. Afgaande op de ervaringen met de T-zones mag men stellen dat de E.G.-Commissie geen toestemming zal willen verlenen tot afbakening van reconversiezones buiten de grenzen van de bestaande ontwikkelingszones.

Hij onderstreept dat er een bilaterale relatie bestaat tussen elk Gewest afzonderlijk en de nationale Regering.

In Vlaanderen zullen alleen nog zones van eerste categorie overblijven; in Wallonië zijn er ook nog van tweede categorie maar ook daar blijft de Commissie gekant tegen cumulatief.

Artikelsgewijze bespreking

Artikelen 50 tot en met 57, 63

Meerdere amendementen worden ingediend om deze artikelen te schrappen.

Een eerste amendement wordt als volgt verantwoord :

« Met deze artikelen geeft de Regering toe dat zij er ondanks de talrijke steunverleningen aan de privé-sector, nog niet in geslaagd is om de investeringsdynamiek tot leven te brengen (zie de memorie van toelichting : de inleiding op hoofdstuk IV, blz. 20 en 27).

Nog nooit hebben er zoveel instrumenten bestaan om de investeringen aan te moedigen (expansiewetten, T-zones, coördinatiecentra, het koninklijk besluit nr. 48, Participatiefonds en -maatschappijen, al de « investen »).

Zo nodig dienen er thans nog een aantal instrumenten aan te worden toegevoegd.

Alle maatregelen te zamen dreigen terecht zelfs gespecialiseerde bureaus als Peat and Marwick in verlegenheid te

wick. Ce bureau en est récemment arrivé à la conclusion que le système fiscal belge est devenu aujourd'hui une forêt vierge impénétrable (cf. Financieel-Economische Tijd, du 12 avril 1984).

Alors que, à la fin de 1981, le Gouvernement s'était proposé de provoquer un renouveau du dynamisme d'investissement par une « politique industrielle conforme aux marchés », il se croit obligé, pris d'une certaine panique, de prendre une série d'initiatives incohérentes, manquant de clarté et faisant double emploi.

Globalement, on a sans doute déjà dépassé la limite de ce que la collectivité peut donner aux entreprises pour qu'on veuille bien investir.

Par ailleurs, il convient de faire remarquer que le Gouvernement s'engage résolument dans la mentalité du paradis fiscal sans procéder à une analyse des effets des mesures déjà prises, tant en ce qui concerne les incidences budgétaires que les résultats.

L'investisseur potentiel se voit confronté à un chaos inextricable de possibilités. Même des mesures récentes telle que la déduction pour investissement (arrêté royal n° 48, juin 1982), sont soumises à une troisième modification en deux ans.

Il ne faut donc pas s'étonner que notre pays ne puisse que difficilement attirer encore les investisseurs étrangers.

Alors que le Gouvernement ne cesse de parler de la simplification des réglementations administratives pour les entreprises et les P.M.E. en particulier, il ne fait que proposer de plus en plus, des mesures ayant des champs d'application divers et présentant une intensité d'aide, des restrictions et des conditions différentes.

Même une lecture superficielle du texte fait apparaître les éléments suivants :

— On a confondu les compétences régionales et nationales dans les rapports qui ne sont toujours pas clairs.

— Le sens que l'on donne aux instruments de la politique industrielle perd toute sa portée. On parle de contrats qui n'en sont pas, de participations qui n'en sont pas, d'actions qui, en fait, n'en sont pas (non-voting shares), d'initiative publique qui n'en est pas une — on abuse de l'initiative publique afin de pouvoir disposer d'argent et de capital — on parle d'initiative privée, qui mérite à peine ce nom.

— Par la loi de redressement, on disposerait déjà de trois sortes de zones, à savoir les zones de développement, les zones d'emploi et les zones de reconversion, qui doivent finalement trouver toutes leur place dans les zones de reconversion. On n'a même pas précisé quelle pourrait être l'étendue des zones de reconversion.

— Enfin, ce projet causera de toute évidence des problèmes en suscitant des distorsions concurrentielles entre les entreprises.

brengen. Dit bureau kwam onlangs tot de conclusie dat het Belgisch fiscaal stelsel een ondoorzichtig oerwoud is geworden (cf. Financieel-Economische Tijd van 12 april 1984).

Daar waar de Regering vooropstelde eind 1981 dat ze via een zgn. « marktconform industriebeleid » zou zorgen voor een hernieuwde investeringsdynamiek, meent zij in een zekere paniekstemming een reeks van onsamenhangende, onduidelijke, overlappende initiatieven te moeten nemen.

Globaal genomen heeft men wellicht reeds de limiet overschreden van wat aan het bedrijfsleven kan worden gegeven door de gemeenschap om toch maar te willen investeren.

Verder valt het op te merken dat de Regering verder drastisch de weg inslaat van de fiscale paradijsmentaliteit zonder dat zij een analyse heeft gemaakt van de effectiviteit van de reeds getroffen maatregelen zowel qua budgettaire weerslag als qua resultaten.

De potentiële investeerder zelf ziet zich geplaatst voor een oneindige warboel van mogelijkheden. Maatregelen nog maar onlangs getroffen, zoals de investeringsaftrek (koninklijk besluit nr. 48, juni 1982) worden liefst voor de derde maal gewijzigd op twee jaar tijd.

Het is geen wonder dat het voor ons land nog moeilijk is om nog vreemde investeerders aan te trekken.

Daar waar de Regering steeds de mond vol heeft over vereenvoudiging van de administratieve regelingen ten opzichte van het bedrijfsleven en de K.M.O.'s, worden er steeds maar meer regelingen met verschillende toepassingsgebieden, steunintensiteit en beperkingen en voorwaarden voorgesteld.

Zelfs bij een oppervlakkige lezing valt het op :

— Men heeft gewestelijke met nationale bevoegdheden vermengd in een voor iedereen nog onduidelijke verhouding.

— De instrumenten van het industrieel beleid worden naar hun betekenis volledig ontkracht. Men spreekt van contracten die geen contracten zijn, van participaties die geen participaties meer zijn, van aandelen die in feite geen aandelen meer zijn (non voting shares), van openbaar initiatief dat er geen meer is — het openbaar initiatief wordt misbruikt om gewoon geld en kapitaal ter beschikking te stellen — en van privé-initiatief dat nog nauwelijks zo kan worden genoemd.

— Met de herstellwet zou men reeds over drie soorten zones beschikken, namelijk ontwikkelingszones. T-zones en reconversiezones die tenslotte allemaal hun plaats moeten vinden in de ontwikkelingszones. Men heeft zelfs niet bepaald hoe groot de reconversiezones zouden kunnen zijn.

— Het is tenslotte overduidelijk dat men via dit ontwerp ook problemen schept door scheeftrekking van de concurrentievoorwaarden tussen de ondernemingen.

Il n'y a aucune coordination des différentes mesures d'aide en faveur des entreprises, suivant leur implantation dans une zone d'emploi, une zone de reconversion ou une zone de développement ou encore selon leur statut de sociétés innovatrices agréées ou non. »

Un deuxième amendement est justifié comme suit :

« Le législateur national n'est pas compétent dans cette matière. L'avis du Conseil d'Etat est sans aucune ambiguïté à ce sujet. »

Un troisième amendement est justifié comme suit :

« La meilleure justification est l'avis du Conseil d'Etat. Il s'agit d'une matière qui n'est plus de la compétence du pouvoir national. »

Le Gouvernement demande le rejet de ces amendements, étant donné qu'ils vont entièrement à l'encontre de ses options politiques.

Les trois amendements sont rejetés par 10 voix contre 3.

**

Un membre dépose l'amendement subsidiaire suivant :

« Remplacer les articles 50 à 57 et l'article 63 par un article 50 unique, libellé comme suit :

« Article 50. — § 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, il est ajouté un 6^o, libellé comme suit :

6^o un crédit à charge du budget national destiné spécialement au financement de la politique régionale de reconversion industrielle.

§ 2. Le Titre I^{er} de la loi ordinaire de réformes institutionnelles est complété par une section VI intitulée « Du crédit budgétaire affecté au financement de la politique régionale de reconversion industrielle » et comportant les articles suivants :

« Article 16bis. — Le crédit budgétaire spécial prévu à l'article 1^{er}, 6^o, est égal au solde des moyens financiers prévus pour le Fonds de Rénovation industrielle en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal n^o 31 du 15 décembre 1978, au moment de l'application de l'arrêté royal n^o 114 du 23 décembre 1982 visant à limiter les dépenses découlant du fonctionnement du Fonds de Rénovation industrielle.

Article 16ter. — La répartition régionale de ce crédit budgétaire spécial se fera sur la base du nombre d'emplois dégagés à partir du 1^{er} janvier 1976 dans les secteurs visés à l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal n^o 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de Rénovation industrielle.

De verschillende steunmaatregelen ten voordele van bedrijven al naargelang zij gevestigd zijn in een T-zone, een reconversiezone, een ontwikkelingszone of al naargelang zij erkend zijn als innovatiemaatschappij, worden op geen enkele manier gecoördineerd. »

Een tweede amendement wordt aldus verantwoord :

« De nationale wetgever is ten deze niet bevoegd. Het advies van de Raad van State laat daarover geen twijfel bestaan. »

Een derde amendement wordt aldus verantwoord :

« De beste verantwoording is het advies van de Raad van State. Het gaat om een materie die niet meer tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoort. »

De Regering vraagt de verwerping van deze amendementen vermits zij volledig ingaan tegen haar beleidsopties.

De drie amendementen worden verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

**

Een lid dient volgend amendement in bijkomende orde in :

« De artikelen 50 tot en met 57 en artikel 63 te vervangen door één enkel artikel 50 luidend als volgt :

« Artikel 50. — § 1. Aan artikel 1, § 1, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt een 6^o toegevoegd, luidend als volgt :

6^o een speciaal voor de financiering van het gewestelijk beleid inzake industriële reconversie bestemd krediet ten laste van de rijksbegroting.

§ 2. Titel I van de gewone wet tot hervorming der instellingen wordt aangevuld met een afdeling VI, onder het opschrift « Begrotingskrediet voor de financiering van het gewestelijk beleid inzake industriële reconversie », die de volgende artikelen omvat :

« Artikel 16bis. — Het bij artikel 1, 6^o, bepaald bijzonder begrotingskrediet is gelijk aan het saldo van de krachtens artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 voor het Fonds voor Industriële Vernieuwing bedoelde financiële middelen op het ogenblik waarop het koninklijk besluit nr. 114 van 23 december 1982 ter beperking van de uit de werking van het Fonds voor Industriële Vernieuwing voortvloeiende uitgaven wordt toegepast.

Artikel 16ter. — Dat bijzonder begrotingskrediet wordt gewestelijk verdeeld volgens het aantal betrekkingen die verloren gegaan zijn vanaf 1 januari 1976 in de sectoren bedoeld in artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot oprichting van een Fonds voor Industriële Vernieuwing.

Toutefois, les montants ainsi calculés seront diminués des fonds effectivement reçus respectivement par la Région wallonne et la Région flamande à la date d'application de l'arrêté royal n° 114 du 23 décembre 1982.

Article 16quater. — Le versement des montants prévus aux articles 16bis et 16ter pourra être étalé sur plusieurs exercices budgétaires.

Les modalités de cet étalement seront établies par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après consultation du comité de consultation visé à l'article 31.

Le premier versement aux Régions devra être réalisé au plus tard au cours de l'exercice budgétaire de 1985. »

Il le justifie en ces termes :

« Le Conseil d'Etat, dans son avis du 18 avril, a mis en cause la compétence du législateur national, à propos des articles 49 à 63 du projet.

Par ailleurs, le financement de la reconversion industrielle par les Régions dans le seul cadre de leurs ressources actuelles est, matériellement, impossible à réaliser.

Toutefois, le Conseil d'Etat a considéré, à propos du F.R.I., dans le même avis du 18 avril, que « cette association du Gouvernement national et des Exécutifs régionaux pour gérer en commun des fonds de l'Etat destinés à la fois à une politique régionale d'expansion économique n'est évidemment conciliable ni avec le principe de l'autonomie complète et réciproque de l'Etat et des Régions, ni avec le principe des compétences exclusives de l'Etat et des Régions. »

En d'autres termes, force est de considérer que le fonctionnement du F.R.I. est entaché d'irrégularité.

Or, le Gouvernement affirme sa préoccupation de voir mener une politique active de reconversion industrielle, et d'y affecter les moyens nécessaires.

Toutefois, il ne peut mener lui-même cette politique en dehors des secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o; or, le problème de notre tissu industriel est qu'une reconversion doit être réalisée des autres secteurs que les secteurs nationaux qui, pour la plupart, sont en crise manifeste.

C'est donc aux Régions qu'il appartient de mener la reconversion industrielle. Le présent amendement a pour but de leur permettre en évitant les reproches formulés par le Conseil d'Etat à l'encontre à la fois de la compétence du législateur national et du fonctionnement du F.R.I. »

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 50

A cet article, un membre dépose 8 amendements.

De aldus berekende bedragen zullen evenwel worden verminderd met de middelen die respectievelijk door het Vlaamse en het Waalse Gewest zijn ontvangen op de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 114 van 23 december 1982.

Artikel 16quater. — De storting van de bij de artikelen 16bis en 16 ter bepaalde bedragen kan over verscheidene begrotingsjaren worden gespreid.

De modaliteiten daartoe worden na raadpleging van het bij artikel 31 bedoeld adviescomité vastgesteld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De eerste storting aan de gewesten moet tijdens het begrotingsjaar 1985 gebeuren. »

De verantwoording luidt als volgt :

« De Raad van State betwist in zijn advies van 18 april 1984 de bevoegdheid van de nationale wetgever voor de artikelen 49 tot 63 van ontwerp nr. 927.

Anderzijds kunnen de gewesten met hun huidige middelen de industriële reconversie onmogelijk financieren.

In datzelfde advies van 18 april jl. zegt de Raad van State evenwel in verband met het F.I.V. dat « dit samengaan van de nationale Regering en van de Gewestexecutieven met het oog op het gemeenschappelijk beheer van staatsgelden die tegelijk bestemd zijn voor een nationaal en voor een gewestelijk beleid van economische expansie, natuurlijk onbestaanbaar is met het beginsel van de volledige en wederzijdse autonomie van de Staat en van de Gewesten en met het beginsel van de uitsluitende bevoegdheden van de Staat en van de Gewesten. »

Er moet dus wel worden geconstateerd dat de werking van het F.I.V. niet volgens de regels is.

Welnu, de Regering beweert dat het haar ernst is om een actief beleid op het stuk van de industriële reconversie te voeren en er de nodige middelen voor uit te trekken.

Zij kan dat beleid evenwel niet zelf voeren buiten de bij artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1^o, bedoelde sectoren, maar het probleem is dat er een reconversie moet komen voor de andere sectoren dan de nationale sectoren waarvan de meeste een zware crisis doormaken.

De industriële reconversie is dus een initiatief dat van de gewesten moet uitgaan. Dit amendement beoogt hun daartoe de mogelijkheid te bieden en te voorkomen dat de Raad van State opmerkingen maakt zowel ten aanzien van de bevoegdheid van de nationale wetgever als ten aanzien van de werking van het F.I.V. »

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 50

Bij dit artikel worden door een lid 8 amendementen ingediend.

Un premier amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le 1^o de cet article par ce qui suit :

« 1^o zones de reconversion : les territoires délimités par l'exécutif de la Région concernée. »

L'amendement est justifié comme suit :

« La délimitation de pareilles zones est une matière exclusivement régionale, sur base soit de l'article 6, § 1^{er}, I, 3^o, soit de l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o.

L'article 50, 1^o, est, dès lors, contraire à la loi spéciale de réformes institutionnelles, dont l'article 6, § 1^{er}, 3^o, prévoit que « l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains... d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs » est une matière exclusivement régionale. On se réfère par ailleurs aux zones de développement dont on ne conteste pas le caractère de matière régionale.

L'article est aussi contraire à l'article 6, VI, 4, b, « l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation ». L'énumération qui y fait suite n'est pas exhaustive. Cela signifie que l'aide en question est plus qu'une simple expansion économique régionale dont l'énumération est donnée par la suite. »

Le Ministre demande le rejet de l'amendement parce que le projet repose sur la collaboration entre le Gouvernement national et les Exécutifs. C'est d'ailleurs à leur demande que cette collaboration a été inscrite dans le projet.

L'amendement ne tient pas compte de l'incidence fiscale; l'autorité nationale doit conserver le contrôle de la charge des dépenses fiscales résultant de la déductibilité, dans le chef des actionnaires privés, des sommes consacrées à l'achat des actions ainsi que des avantages fiscaux accordés aux sociétés situées dans une zone de reconversion dans le cadre d'un projet de reconversion.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un deuxième amendement est rédigé comme suit :

« Au 2^o de cet article, dans le texte néerlandais, remplacer les mots « die hun zetel » par les mots « die hun maatschappelijke zetel » et les mots « une zone de reconversion » par les mots « une seule zone de reconversion. »

Il est justifié comme suit :

« Le texte néerlandais ne correspond pas au texte français pour ce qui est du siège.

Il est indispensable d'ajouter le mot « seule » pour éviter qu'une société de reconversion ne développe des activités dans plusieurs zones de reconversion. »

Le Ministre souligne que la nouvelle version néerlandaise de la loi sur les sociétés commerciales du 26 mai 1983 utilise le terme « zetel »; par conséquent, le terme « maatschappelijke zetel » n'est plus utilisé; il n'y a dès lors pas de discordance entre les versions néerlandaise et française du projet.

Een eerste amendement luidt als volgt :

« Het 1^o van dit artikel te vervangen als volgt :

« 1^o de reconversiezones ; de gebieden die door de Executieve voor het betrokken Gewest worden afgebakend. »

De verantwoording luidt :

« Het afbakenen van dergelijke zones is een exclusieve gewestelijke materie op basis van hetzij artikel 6, § 1, I, 3^o, hetzij artikel 6, § 1, VI, 4^o.

Artikel 50, 1^o, druipt daarom in tegen de bijzondere institutionele wet : artikel 6, § 1, 3^o, voorziet dat « verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden... van andere onthaalinfrastucturen voor investeerders » een exclusieve regionale materie is. Bovendien verwijst men naar de ontwikkelingszones, waarvan niet betwist wordt dat zij een regionale materie is.

Het artikel druipt ook in tegen artikel 6, VI, 4, b, « de hulp aan ondernemingen of exploitatie-eenheden ». De opsomming die erna volgt is niet beperkend. Dit betekent dat deze hulp meer is dan de zuivere gewestelijke economische expansie die erna wordt opgesomd. »

De Minister vraagt de verwerping van het amendement om reden van het feit dat het ontwerp stoelt op de samenwerking tussen de nationale Regering en de Executieven. Deze samenwerking werd trouwens op verzoek van deze laatste in het ontwerp ingeschreven.

Het amendement verliest de fiscale incidentie uit het oog; de nationale overheid dient de controle te behouden op de kost van de belastinguitgaven verbonden aan de aftrekbaarheid in hoofde van de privé-aandeelhouders van de sommen besteed aan de afkoop van de aandelen en aan de fiscale voordelen toegekend aan vennootschappen die zich in een reconversiezone bevinden in het kader van een reconversieproject.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een tweede amendement luidt als volgt :

« In het 2^o van dit artikel de woorden vanaf « die hun zetel » te vervangen door de woorden : « die hun maatschappelijke zetel en belangrijkste bedrijfszetel hebben in één reconversiezone. »

De verantwoording luidt :

« De Nederlandse tekst is niet in overeenstemming met de Franse, wat de zetel betreft.

« Eén » is vereist te vermelden, om te vermijden dat een reconversievenootschap activiteit ontwikkelt in diverse reconversiezones. »

De Minister onderstreept dat de nieuwe Nederlandse tekst van de vennootschapswet (wet 26 mei 1983) de term « zetel » gebruikt; « maatschappelijke zetel » is dus nu in gebruik; er is derhalve geen gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse tekst van het ontwerp.

Par ailleurs, le Ministre est opposé à ce que des implantations éventuelles soient limitées à une seule zone de reconversion. Il doit être possible de répartir ces implantations, bien qu'il faille évidemment se laisser guider par le critère de l'efficacité économique.

Cet amendement est également rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un troisième amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le 2° de cet article par ce qui suit :

« 2° sociétés de reconversion : les sociétés constituées en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion et qui, en dehors des zones de reconversion, n'établissent d'autres sièges d'exploitation que des bureaux de vente ou de prestations de service. »

Il est justifié comme suit :

« La jurisprudence des dernières années restreint de plus en plus la notion de « siège » ou de « siège social » et de « siège principal d'exploitation » à la notion de siège statutaire ou administratif, avec toutes les manipulations qui peuvent en résulter.

C'est pourquoi nous proposons de recourir à une formule quelque peu adaptée, utilisée dans ce projet par le Gouvernement, pour délimiter, à l'article 75, la société novatrice.

A notre avis, la formule proposée correspond aux intentions du Gouvernement et est d'ailleurs plus précise. »

Le projet gouvernemental est clair et répond entièrement aux besoins : tant le siège que le principal siège d'exploitation de la société de reconversion doivent se trouver dans la zone de reconversion. L'amendement proposé n'apporte aucune amélioration sur ce point et le Ministre demande par conséquent son rejet.

Le troisième amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un quatrième amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le 3° de cet article par ce qui suit :

« 3° la société publique d'investissement agira sur base de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

Il est justifié comme suit :

« L'intervention autonome de la S.N.I. ne vaut que pour les secteurs nationaux. Dans les autres secteurs, la S.N.I. n'intervient que si elle y est invitée par la société régionale d'investissement.

En fait, le législateur national ne peut confier cette tâche aux sociétés régionales d'investissement par une loi ordinaire. En effet, l'article 6, VI, 2°, prévoit une compétence exclusivement régionale en matière d'initiative industrielle publique, également pour ce qui est de leur tâche.

Si l'on souhaite toutefois introduire cette disposition, la majorité des deux tiers est requise. Il faut donc une nouvelle disposition.

Anderzijds is de Minister gekant tegen de beperking tot één reconversiezone van eventuele inplantingen. Het moet mogelijk zijn eventueel tot spreiding over te gaan, alhoewel vanzelfsprekend rekening moet worden gehouden met de economische efficiency.

Het amendement wordt eveneens verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een derde amendement luidt als volgt :

« Het 2° van dit artikel te vervangen als volgt :

« 2° reconversievennootschappen : de vennootschappen die werden opgericht met het oog op de uitvoering van een reconversiecontract en die buiten de reconversiezones geen andere exploitatiezetels vestigen dan verkoop- en dienstverleningskantoren. »

De verantwoording luidt :

« De rechtspraak is de laatste jaren meer en meer het begrip « zetel » of « maatschappelijke zetel en voornaamste inrichting » gaan vernauwen tot de statutaire of administratieve zetel, met alle mogelijke manipulaties van dien.

Daarom stellen wij voor een beroep te doen op een enigszins aangepaste formule die de Regering in dit ontwerp gebruikt om in artikel 75 de innovatievennootschap af te bakenen.

De voorgestelde formulering voldoet ons inziens aan de intentie van de Regering en is bovendien sluitender. »

Het ontwerp van de Regering is duidelijk en voldoet volledig aan de noden : zowel de zetel als de belangrijkste bedrijfszetel van de reconversievennootschap moeten zich in de reconversiezone bevinden. Het voorgestelde amendement brengt hieraan geen verbetering en de Minister vraagt dan ook de verwerping ervan.

Het derde amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een vierde amendement luidt als volgt :

« Het 3° van dit artikel te vervangen als volgt :

« 3° de openbare investeringsmaatschappij optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978. »

De verantwoording luidt :

« De autonomietussenkomst van de N.I.M. geldt alleen in de nationale sectoren. In de andere sectoren komt de N.I.M. slechts tussenbeide als ze daartoe is aangezocht door de G.I.M.L.

De nationale wetgever kan deze opdracht aan de gewestelijke investeringsmaatschappijen in feite niet bij gewone wet opleggen. Immers, artikel 6, VI, 2°, voorziet in een uitsluitende gewestelijke bevoegdheid inzake het openbaar industrieel initiatief, ook wat hun taak betreft.

Wenst men dit toch in te voeren, dan dient dit met een tweederdemeerderheid te worden goedgekeurd. Dit vereist dus een nieuwe bepaling.

Il convient, en tout cas, de stipuler clairement, abstraction faite de la discussion sur la compétence, que cette tâche se limite à la troisième fonction seulement. »

Le Ministre estime que l'amendement a pour but d'emprisonner les sociétés publiques d'investissement dans des règles étroites. Le Gouvernement souhaite au contraire leur laisser la plus grande liberté d'initiative et demande dès lors le rejet de l'amendement.

Le quatrième amendement est également rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un cinquième amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le 4^o par ce qui suit :

« 4^o actionnaires privés : les personnes physiques ou les personnes morales, y compris les sociétés publiques d'investissement agissant conformément à l'article 2, § 1^{er} ou 2, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978, qui sont... parties à celui-ci. »

Il est justifié en ces termes :

« Il n'est pas logique que les sociétés d'investissement, qui agissent de façon autonome en première ou en deuxième fonction, limitent leurs possibilités d'action :

— par cette disposition, l'initiative publique n'est plus placée au même niveau que l'initiative privée;

— On peut se poser la question de savoir si le législateur national peut encore restreindre le champ d'action de la société régionale d'investissement, étant donné qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une matière régionale;

— par ailleurs, il y a une contradiction avec l'article 53, § 2. Pour le calcul de l'action privée, sont exclus les apports effectués par des actionnaires privés, dans lesquels la société publique d'investissement détient, directement ou indirectement, une participation de plus de 25 p.c. Cette exclusion n'est pas mentionnée à l'article 50, 4^o. En principe, il n'est pas possible de l'accepter : on exclut ainsi Barco Electric, Barco Industries ainsi que Plant Genetic Systems et Mietec, par exemple.

La disposition proposée par le Gouvernement implique une distorsion concurrentielle à l'égard de l'initiative industrielle publique et réduit les possibilités d'action des entreprises, dans lesquelles les sociétés publiques d'investissement détiennent une participation importante et qui connaissent un essor dynamique. »

D'après le Ministre, l'amendement aurait pour effet d'obliger les sociétés publiques régionales d'investissement à racheter leurs propres actions, ce qui est pour le moins fort contestable sur le plan juridique. En outre, l'amendement ne cadre pas avec la philosophie du projet.

Le cinquième amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

In ieder geval moet hier duidelijk gestipuleerd worden, onafgezien de bevoegdheidsdiscussie, dat deze opdracht zich enkel binnen de derde functie stipuleert. »

Volgens de Minister beoogt het amendement de openbare investeringsmaatschappijen in een keurslijf te brengen. De Regering wenst daarentegen de openbare investeringsmaatschappijen de grootst mogelijke vrijheid inzake initiatiefname te laten en vraagt daarom de verwerping van het amendement.

Het vierde amendement wordt eveneens verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een vijfde amendement luidt :

« Het 4^o tot het woord « ogenblik » te vervangen door wat volgt :

« 4^o privé-aandeelhouders : de natuurlijke personen of rechtspersonen, met inbegrip van de openbare investeringsmaatschappijen die optreden op grond van artikel 2, § 1 of 2, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978, die op het ogenblik. »

De verantwoording luidt :

« Het gaat niet op dat de investeringsmaatschappijen die autonoom in eerste of tweede functie optreden, hun aktiemogelijkheden beperken :

— door deze bepaling wordt het openbaar initiatief niet meer op dezelfde hoogte geplaatst als het privé-initiatief;

— de vraag kan gesteld worden of de nationale wetgever het aktieterrein van de gewestelijke investeringsmaatschappij nog kan beperken gezien het hier om een gewestelijke materie gaat;

— bovendien is er met artikel 53, § 2, een contradictie. Voor de berekening van het privé-aandeel worden de inbrengen uitgesloten van privé-aandeelhouders waarbij de openbare investeringsmaatschappij, rechtstreeks of onrechtstreeks, voor meer dan 25 pct. participeert. Deze uitsluiting staat niet vermeld in artikel 50, 4^o. Principieel kan dit niet aanvaard worden : hiermee worden Barco Electronic, Barco Industries alsmede Plant Genetic Systems en Mietec bijvoorbeeld uitgesloten.

De bepaling die door de Regering wordt voorgesteld, houdt een concurrentievervalsing in t.o.v. het openbaar industrieel initiatief en beperkt de aktiemogelijkheden van ondernemingen, waarin de openbare investeringsmaatschappijen een belangrijk aandeel hebben en die een dynamische groei kennen. »

Volgens de Minister zou het amendement tot gevolg hebben dat de gewestelijke openbare investeringsmaatschappijen verplicht worden hun eigen aandelen af te kopen, hetgeen juridisch op zijn minst erg aanvechtbaar is. Het amendement past daarenboven niet in de basisfilosofie van het ontwerp.

Het vijfde amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Un sixième amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le 5° par ce qui suit :

« 5° projet de reconversion : le projet qui, s'inscrivant dans la planification des pouvoirs publics, contribue à la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs de ce plan, et ce au moyen d'investissements en immobilisations corporelles effectués dans la zone de reconversion. »

Il est justifié comme suit :

« L'énumération donnée dans cette disposition comprend plusieurs termes non précisés (par exemple : produits nouveaux), qui peuvent donner lieu à des difficultés d'interprétation et à une application non sélective.

Il faut que la politique industrielle réponde en premier lieu aux besoins réels de la population. Une planification démocratique est l'instrument par excellence permettant de traduire ces besoins dans la politique à suivre. Les pouvoirs publics doivent subordonner leur aide accordée aux entreprises privées à la réalisation de leurs objectifs, tels qu'ils sont formulés dans leur planification. »

Le Ministre déclare que l'amendement va à l'encontre des intentions de l'auteur, puisque son adoption impliquerait le maintien de la planification nationale. L'amendement a une portée restrictive, alors que le Gouvernement souhaite donner la plus grande liberté possible à la société de reconversion dans le cadre d'un projet de reconversion.

Un membre aimerait savoir ce qu'il adviendra si aucun « invest » n'est établi dans une région déterminée.

Le Ministre répond que rien ne s'oppose à ce qu'un « invest » prenne n'importe où une participation dans une société établie en territoire belge. Il rappelle que les « invests » ont été créés en premier lieu pour répondre à des besoins spécifiques mais qu'ils ont pu par la suite étendre leurs compétences.

Le sixième amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un septième amendement est rédigé comme suit :

« Au 6°, après les mots « une société publique d'investissement », insérer les mots « agissant sur base de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

En voici la justification :

« Il faut préciser clairement que la société publique d'investissement agit en sa troisième fonction, à savoir à la demande de l'Etat ou de la région. »

Le Ministre se réfère à la réponse déjà donnée sur ce point.

Le septième amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un huitième amendement est rédigé comme suit :

« Au 7°, après les mots « société publique d'investissement », insérer les mots « agissant sur base de l'article 2, § 3,

Een zesde amendement luidt :

« Het 5° te vervangen door wat volgt :

« 5° reconversieproject : het project dat, door zich in te schrijven in de overheidsplanning, een of meerdere doelstellingen uit dit plan helpt realiseren, en dit door investeringen in vaste activa in de betrokken reconversiezone. »

De verantwoording luidt :

« De opsomming die in deze bepaling gegeven wordt, bevat tal van niet nader omschreven termen (b.v. « nieuwe producten ») die tot interpretatiemoeilijkheden, en tot een niet-selectieve toepassing zullen leiden.

Het industrieel beleid moet in de eerste plaats aansluiten op de reële behoeften van de bevolking. Een democratische planning is het aangewezen instrument om deze behoeften te vertalen in beleid. De overheid moet haar steun aan de privé-nijverheid verbinden aan de realisatie van haar doelstellingen zoals die geëxpliciteerd zijn in het overheidsplan. »

De Minister verklaart dat het amendement tegenstrijdig is met de bedoelingen van de auteur vermits de goedkeuring ervan het vasthaken aan de nationale planning zou meebrengen. Het amendement is van beperkende aard daar waar de Regering de reconversievennootschap binnen het kader van een reconversieproject de grootst mogelijk vrijheid wenst te geven.

Een lid wil weten wat er gebeurt indien er een bepaald gebied geen « invest » gevestigd is.

De Minister antwoordt dat niets uitsluit dat een « invest » gelijk waar participeert in een vennootschap op het Belgisch grondgebied. Hij herinnert eraan dat de « invests » in de eerste plaats opgericht werden om aan specifieke noden te voldoen maar achteraf hun bevoegdheden ter zake hebben kunnen uitbreiden.

Het zesde amendement wordt ook verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een zevende amendement luidt als volgt :

« In 6°, na de woorden « openbare investeringsmaatschappij », de woorden « optreden op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

De verantwoording luidt :

« Het moet duidelijk vermeld zijn dat dit optreden van een openbare investeringsmaatschappij geschiedt in haar derde functie, met name in opdracht van de Staat of het gewest. »

De Minister verwijst naar het ter zake reeds gegeven antwoord.

Het zevende amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een achtste amendement luidt als volgt :

« In 7°, na de woorden « openbare investeringsmaatschappij », de woorden « optredend op grond van artikel 2,

de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

Il est justifié comme suit :

« En l'occurrence, la société publique d'investissement agit pour le compte de l'Etat ou de la région.

L'apport propre des sociétés régionales d'investissement ne peut être considéré comme un apport F.R.I. Il appartient à la région de prévoir ou non le rachat obligatoire de cet apport. »

Le Ministre se réfère à la réponse qu'il a déjà donnée sur ce sujet.

Un membre signale que, dans certaines régions de Wallonie, on constate un manque total d'initiative de la part du secteur privé.

Le Ministre répond qu'il est possible de pallier une carence éventuelle du secteur privé qui serait due à une insuffisance de fonds propres en chargeant le C.M.C.E.S. de porter à 49 p.c. le plafond de 25 p.c. prévu pour les actionnaires privés « purs ». La souplesse du système est assurée.

Pour ce qui est des « invests », le Ministre espère qu'ils demeureront en dehors de toute influence politique et qu'ils concentreront leurs efforts sur des projets économiquement rentables.

Le huitième amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un autre membre dépose les amendements suivants :

« A. Aux onzième et douzième lignes du 1°, entre les mots « du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » et les mots « la demande d'avis étant adressée... », insérer les mots « ainsi qu'à l'intérieur de la Région bruxelloise. »

En voici la justification :

« Ce serait une discrimination supplémentaire injustifiée que d'exclure, par le biais des zones de développement, la Région bruxelloise de l'application des articles 50 à 63.

Si la Région bruxelloise est exclue de cette application, c'est un non-sens que de viser la S.R.I.B. (Société régionale d'investissement de Bruxelles) au 3° de l'article 50. »

« B. Au 2°, supprimer les mots « leur siège social et... »

D'après l'auteur de l'amendement, c'est le siège qui doit être le seul critère.

Les deux amendements sont rejetés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Un sénateur dépose l'amendement suivant :

« Ajouter au 1° de cet article, un deuxième alinéa, libellé comme suit :

§ 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

De verantwoording luidt als volgt :

« De openbare investeringsmaatschappij treedt hier op voor rekening van Staat of Gewest.

De eigen inbreng van de gewestelijke investeringsmaatschappijen kan niet als F.I.V.-inbreng beschouwd worden. Het behoort tot de gewestelijke bevoegdheid voor deze inbreng al dan niet een verplichte afkoop te voorzien. »

De Minister verwijst naar het ter zake reeds gegeven antwoord.

Een lid wijst erop dat in bepaalde streken van Wallonië een volledig gebrek aan initiatief vanwege de privé-sector kan worden vastgesteld.

De Minister antwoordt dat aan een eventueel in gebreke blijven van de privé-sector wegens gebrek aan afdoende eigen middelen kan verholpen worden doordat het M.C.E.S.C. de grens van 25 pct. met betrekking tot de « zuivere » privé-aandeelhouders kan optrekken tot 49 pct. De soepelheid van het stelsel is verzekerd.

Wat de invests aangaat, spreekt de Minister de hoop uit dat zij verstoken zullen blijven van enige politieke inmenging en dat zij zich zullen toeleggen op economisch rendabele projecten.

Het achtste amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een ander lid legt volgende amendementen neer :

« A. Op de elfde en de twaafde regel van het 1°, tussen de woorden « wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen » en de woorden « waarbij het verzoek » de woorden « evenals in het Brusselse Gewest » in te voegen. »

De verantwoording luidt :

« Het ware een bijkomende en onverantwoorde discriminatie om via de ontwikkelingszones het Brusselse Gewest uit te sluiten van de toepassing van de artikelen 50 tot 63.

Indien het Brusselse Gewest van die toepassing wordt uitgesloten, heeft het geen zin de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (G.I.M.B.) te vermelden in het 3° van artikel 50. »

« B. In het 2°, de woorden « zetel en » weg te laten. »

Volgens de auteur moet de bedrijfszetel het enige criterium zijn.

Beide amendementen worden verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Een senator dient volgend amendement in :

« Aan het 1° van dit artikel een tweede lid toe te voegen luidend als volgt :

« La superficie de ces zones de reconversion est, pour chaque Région, proportionnelle à l'étendue des zones de développement reconnues en application de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique. »

En voici la justification :

« L'étendue des zones de reconversion doit correspondre à l'intensité des problèmes socio-économiques des Régions, tels que les a reconnus la Commission européenne dans sa décision du 22 juillet 1982. »

Cet amendement est rejeté par un vote identique.

L'article 50 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 50bis (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 50bis (nouveau) libellé comme suit :

« Article 50bis. — Afin de réhabiliter et de revitaliser la planification en Belgique, les réorganisations suivantes seront effectuées :

« § 1. Une Commission mixte de la Planification sera créée au Parlement, chargée de suivre les travaux relatifs à ce projet, à l'élaboration et à l'exécution de la planification.

§ 2. Le Bureau du Plan est converti, en tant qu'établissement d'utilité publique, en Bureau central du Plan, chargé de la préparation, de l'élaboration et du suivi de tous les stades du plan au niveau national; pour accomplir sa mission, le Bureau central du Plan dispose du pouvoir le plus large en matière d'information vis-à-vis des services publics, y compris l'I.N.S.

§ 3. La planification se concrétise en plans d'une durée de 4 ans; ceux-ci pourront toutefois être adaptés entre-temps, à l'occasion du dépôt du budget des Voies et Moyens ou en cas de changement de Gouvernement.

§ 4. Les plans résultent de la confrontation des besoins régionaux, communautaires et nationaux hiérarchisés aux moyens budgétaires et aux tendances nationales et internationales; en concertation avec les partenaires sociaux et la commission parlementaire mixte et en collaboration avec la cellule de la planification de chacun des départements ministériels, le Bureau central du Plan propose des perspectives parallèles de développement au Comité ministériel de concertation Gouvernement-Exécutif.

Le Gouvernement met la proposition de rechange retenue et l'avis du Conseil économique et social à la disposition de chaque niveau de compétence.

Après que les propositions de plans des différents niveaux de compétence ont fait l'objet d'une concertation et d'une coordination, le Gouvernement dépose le projet de plan pour les matières nationales au Parlement, y joignant l'avis du Conseil économique et social; le plan sera approuvé avant le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle il sera d'application.

« De oppervlakte van die reconversiezones is voor elk gewest in verhouding tot de met toepassing van artikel 11 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie erkende ontwikkelingszones. »

De verantwoording luidt :

« De oppervlakte van de reconversiezones moet beantwoorden aan de omvang van de sociaal-economische problemen van de Gewesten, zoals ze door de Europese Commissie zijn erkend bij beslissing van 22 juli 1982. »

Ook dit amendement wordt verworpen met dezelfde stemming.

Artikel 50 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 50bis (nieuw)

Een lid legt volgend amendement neer :

« Een artikel 50bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 50bis. — Ten einde de planning in België te rehabiliteren en te revitaliseren worden de volgende reorganisaties doorgevoerd :

« § 1. In het Parlement wordt een Gemengde Commissie voor de Planning opgericht, die tot doel heeft het volgen van de werkzaamheden m.b.t. het ontwerp, de uitwerking en de uitvoering van de planning.

§ 2. Het Planbureau wordt als instelling van openbaar nut omgevormd tot het Centraal Planbureau, belast met de voorbereiding, de uitwerking en de opvolging van alle stadia van het plan op nationaal vlak; voor de uitvoering van zijn opdracht beschikt het Centraal Planbureau over de ruimste informatiemacht ten aanzien van de overheidsdiensten, met inbegrip van het N.I.S.

§ 3. De planning wordt uitgedrukt in plannen met een looptijd van 4 jaar, waarbij ter gelegenheid van het neerleggen van de Rijksmiddelenbegroting of bij regeringswisselingen de mogelijkheid voorzien is tussentijdse aanpassingen door te voeren.

§ 4. De plannen ontstaan door confrontatie tussen de gehiërarchiseerde gewestelijke, gemeenschaps- en nationale behoeften met de budgettaire middelen en met de nationale en internationale tendensen; na raadpleging van de sociale gesprekspartners en de gemengde parlementaire commissie, en in samenwerking met de planningscel van elk ministerieel departement, legt het Centraal Planbureau alternatieve ontwikkelingsperspectieven voor aan het Ministerieel Overlegcomité Regering-Executieven.

De Regering stelt het weerhouden alternatief samen met het advies van de Sociaal Economische Raad, ter beschikking van elk bevoegdheidsniveau.

Na concertatie en coördinatie van de planontwerpen van de verschillende bevoegdheidsniveaus, wordt het ontwerp van plan voor de nationale aangelegenheden, samen met het advies van de Sociaal Economische Raad, door de Regering bij het Parlement ingediend; de goedkeuring ervan geschiedt vóór 1 januari van het jaar waarin het plan van toepassing is.

§ 5. Le rapport annuel sur l'exécution du plan et la tranche annuelle du plan seront mis à la disposition du Parlement en même temps que les propositions budgétaires du Gouvernement. »

En voici la justification :

« — Revalorisation de la planification comme instrument de la politique économique;

— Imposer une approche planifiée de la politique industrielle;

— Après concertation, donner une idée aux intéressés de la structure économique future;

— Lier le budget et le plan;

— Augmenter les possibilités de contrôle et l'intérêt du Parlement en matière de planification;

— Le C.N.T. et le C.E.E. sont fusionnés en un Conseil économique et social. »

Le Ministre déclare que l'amendement, s'il était adopté, soustrairait aux Régions une large part de la politique de reconversion, et il en demande donc le rejet.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 51

Un membre dépose les amendements suivants :

« A. 1. Au 1^o, après les mots « Société publique d'investissement », insérer les mots « agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978 ».

2. Au 3^o, après les mots « Société publique d'investissement », insérer les mots « agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

En voici la justification :

« Les obligations imposées ne peuvent concerner que les S.R.I. et la S.N.I. dans leur troisième fonction. Dans leurs première et deuxième fonctions, elles doivent garder une autonomie d'action et être placées sur un pied d'égalité avec les actionnaires privés. »

« B. Compléter le 2^o, b, par les mots « et leur évolution au cours de la période d'achat. »

En voici la justification :

« Pour faire une évaluation sérieuse des contrats de reconversion, il faut aussi préciser le calendrier de la création des emplois, ce qui permettra également de contrôler le maintien de l'emploi. »

§ 5. Het jaarlijks verslag over de uitvoering van het plan en de jaarschijf van het plan worden te zamen met de begrotingsvoorstellen van de Regering ter beschikking gesteld van het Parlement. »

De verantwoording luidt :

« — Herwaardering van de planning als instrument van het economisch beleid;

— Industrieel beleid planmatig doen aanpakken;

— Na overleg de betrokkenen licht geven op een toekomstige economische structuur;

— Binding maken tussen begroting en plan;

— Controle en betrokkenheid van het Parlement bij de planning verhogen;

— N.A.R. plus C.R.B. worden gefusioneerd in een Sociaal Economische Raad. »

De Minister verklaart dat door de aanvaarding van het amendement het reconversiebeleid in grote mate zou worden onttrokken aan de gewesten en vraagt de verwerping ervan.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 51

Een lid legt volgende amendementen neer :

« A. 1. In het 1^o, na de woorden « de openbare investeringsmaatschappij » de woorden « optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen.

2. In het 3^o, na de woorden « de openbare investeringsmaatschappij » de woorden « optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

De verantwoording luidt :

« De opgelegde verplichtingen kunnen alleen slaan op de G.I.M.'s en de N.I.M. in hun derde functie. In de eerste en tweede functie moeten zij hun handelingsautonomie en op gelijke voet gesteld worden als de privé-aandeelhouders. »

« B. Het 2^o, b, aanvullen met de woorden « en het verloop ervan tijdens de afkoopperiode. »

De verantwoording luidt :

« Om een ernstige evaluatie te maken van de reconversiecontracten moet ook de timing van de te creëren arbeidsplaatsen geëxpliciteerd worden. Dit zal ook toelaten te controleren of de tewerkstelling ook behouden blijft. »

« C. A cet article, insérer un 5° libellé comme suit :

« 5° Aussi longtemps que les actionnaires privés n'ont pas rempli entièrement leur obligation d'achat des actions attribuées par la société de reconversion à la société publique d'investissement, en rémunération de ses apports, agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978, les actions demeurent nominatives. »

Il est justifié comme suit :

« Qu'il faut mentionner dans le contrat de reconversion que toutes les actions restent nominatives aussi longtemps que les actionnaires privés n'ont pas rempli leur obligation. C'est la seule garantie permettant éventuellement de sanctionner les actionnaires privés. »

Au sujet de l'amendement A, le Ministre renvoie à la réponse qu'il a faite à propos du quatrième amendement à l'article 50.

Il est d'accord avec l'esprit de l'amendement B mais ajoute qu'il s'agit d'une affaire à régler entre les sociétés publiques d'investissement et les actionnaires privés au moment de la conclusion du contrat de reconversion.

En ce qui concerne l'amendement C, le Ministre précise que les avantages fiscaux seront perdus si l'achat des actions ne se fait pas selon le schéma prévu par la loi. En outre, les règles du droit commun en matière de réparation seront également d'application.

Un membre demande si les sommes qui reviendront au F.R.I. par suite de l'obligation d'achat seront réutilisées pour des projets de reconversion.

Le Ministre répond que ce point fera l'objet de l'arrêté d'exécution qui sera pris en vertu de l'article 57 et qu'il y aura concertation à ce sujet avec les Exécutifs.

Les amendements sont rejetés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 51 est adopté par 10 voix contre 3.

Articles 52 et 53

Ces articles sont adoptés sans autre discussion par 10 voix contre 3.

Article 54

Un membre dépose les amendements suivants :

« A. Aux §§ 1^{er} et 3, après les mots « la société publique d'investissement », insérer chaque fois les mots « agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

« C. Aan dit artikel een 5° toe te voegen, luidende :

« 5° zolang de privé-aandeelhouders hun verplichting tot afkoop van de aandelen die de reconversievennootschap aan de openbare investeringsmaatschappij, optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978, toekent ter vergoeding van haar inbrengen, niet volledig heeft vervuld, blijven de aandelen op naam. »

De verantwoording luidt :

« In het reconversiecontract moet worden vermeld dat alle aandelen op naam blijven zolang de privé-aandeelhouders hun verplichting nog niet voldaan hebben. Dit is de enige waarborg om zonodig de privé-aandeelhouders te sanctionneren. »

Voor het amendement onder A verwijst de Minister naar zijn antwoord bij het vierde amendement bij artikel 50.

Hij gaat akkoord met de geest van het amendement B maar het gaat hier over een aangelegenheid die te regelen is tussen de openbare investeringsmaatschappijen en de privé-aandeelhouders bij het afsluiten van het reconversiecontract.

Voor wat het amendement onder C aangaat, verklaart de Minister dat de fiscale voordelen verloren gaan indien de afkoop niet volgens het wettelijk schema gebeurt. Voorts gelden ook de regels van gemeen recht inzake schadevergoeding.

Een lid vraagt of de sommen die terug naar het F.I.V. vloeien ingevolge de verplichte afkoop opnieuw voor reconversie zullen gebruikt worden.

De Minister antwoordt dat dit het voorwerp zal uitmaken van het uitvoeringsbesluit krachtens artikel 57 en dat dienaangaande overleg zal gebeuren met de Executieven.

De amendementen worden verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 51 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikelen 52 en 53

Deze artikelen worden zonder verdere bespreking aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 54

Een lid legt volgende amendementen neer :

« A. In §§ 1 en 3, na de woorden « de openbare investeringsmaatschappij » telkens de woorden « optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

En voici la justification :

« Les sociétés publiques d'investissement doivent être traitées, dans leurs première et deuxième fonctions, sur un pied d'égalité avec l'industrie privée. »

« B. Supprimer le § 2. »

En voici la justification :

« Etant donné que l'amendement à l'article 50, 5°, d), vise à traiter sur un pied d'égalité les sociétés publiques d'investissement agissant dans leur première et deuxième fonctions, et les actionnaires privés, il faut supprimer ce paragraphe.

Il s'agit du traitement identique de l'initiative industrielle privée et de l'initiative industrielle publique. »

« C. Compléter le § 3 de cet article par la disposition suivante :

« L'apport que la société publique d'investissement fait au moyen de ses fonds propres, tel que visé ci-dessus, ne sera pas considéré comme un apport F.R.I. »

Il est justifié comme suit :

« les autorités nationales ne peuvent grever l'apport des sociétés régionales d'investissement par une obligation d'achat, étant donné que les tâches et les missions de ces sociétés sont réglées exclusivement dans le cadre des compétences régionales (cf. art. 6, VI, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles). »

En ce qui concerne l'amendement A, le Ministre renvoie à la réponse qu'il a faite au sujet du cinquième amendement à l'article 50.

L'amendement B est devenu sans objet par suite du rejet d'un amendement précédent.

Il en va de même de l'amendement C.

Les amendements sont rejetés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.



Un autre membre dépose l'amendement suivant :

« Ajouter un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. En ce qui concerne Bruxelles, la société publique d'investissement (S.R.I.B.) fait appel à concurrence de 49 p.c. au Fonds de rénovation industrielle pour le financement d'investissements en immobilisations corporelles effectuées dans la Région de Bruxelles et destinés à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation :

- a) de produits nouveaux;
- b) de technologies nouvelles et de leurs applications;
- c) d'amélioration de produits industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement;

De verantwoording luidt :

« De openbare investeringsmaatschappijen moeten in hun eerste en tweede functie op gelijke voet behandeld worden met de privé-nijverheid. »

« B. Paragraaf 2 te doen vervallen. »

De verantwoording luidt :

« Gezien in het amendement bij artikel 50, 5°, d), voorgesteld wordt de openbare investeringsmaatschappijen, optredend in hun eerste of tweede functie, op dezelfde voet te beschouwen als privé-aandeelhouders, moet deze paragraaf geschrapt worden.

Het is de gelijke behandeling tussen privé-industrieel initiatief en openbaar industrieel initiatief.

« C. Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« De inbreng van de openbare investeringsmaatschappij met eigen middelen, zoals hierboven bedoeld, wordt niet als F.I.V.-inbreng beschouwd. »

De verantwoording luidt :

« De nationale overheid kan de inbreng van de gewestelijke investeringsmaatschappijen niet bezwaren met een verplichte afkoopverbintenis, daar de taken en de opdrachten van deze maatschappijen uitsluitend geregeld worden door de gewestelijke bevoegdheid (cf. art. 6, VI, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen). »

Voor het amendement onder A verwijst de Minister naar zijn antwoord op het vijfde amendement bij artikel 50.

Het amendement B is zonder voorwerp geworden ingevolge de verwerping van een voorgaand amendement.

Voor het amendement onder C geldt hetzelfde.

De amendementen worden verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.



Een ander lid dient volgend amendement in :

« Een § 4 toe te voegen, luidend als volgt :

« § 4. Wat Brussel betreft, doet de openbare investeringsmaatschappij (O.I.M.B.) tot beloop van 49 pct. een beroep op het Fonds voor Industriële Vernieuwing met het oog op de financiering van investeringen in materiële vaste activa die in het Brusselse Gewest verricht worden en bestemd zijn voor onderzoek, ontwikkeling, produktie en verkoop op het stuk van :

- a) nieuwe produkten;
- b) nieuwe technologieën en de toepassing ervan;
- c) verbetering van industriële produkten met het oog op een rationeler verbruik van de energie of van de natuurlijke rijkdommen of een betere bescherming van het leefmilieu;

d) de produits et technologies et de leurs applications, dont la production ou la commercialisation, en raison de leurs perspectives réelles de développement ultérieur et de leur rentabilité, contribue à l'innovation ou à l'élargissement du tissu industriel ou à la promotion de l'emploi. »

En voici la justification :

« La situation économique actuelle de Bruxelles exige tout autant qu'y soit menée une politique efficace de soutien de l'activité économique d'avenir et de l'investissement. »

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 54 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 55

Un membre dépose quatre amendements :

« A. Au § 14, après les mots « société publique d'investissement », « insérer le texte suivant : « agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

En voici la justification :

« Les initiatives industrielles privée et publique sont traitées sur un pied d'égalité. Ce n'est qu'à l'apport F.R.I. des autorités nationales que s'applique la formule d'achat obligatoire, tant pour les actionnaires privés que publics. »

« B. Au § 2, après les mots « société publique d'investissement », insérer les mots « agissant conformément à l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois du 30 mars 1976 et 4 août 1978. »

En voici la justification :

« Pour des raisons de clarté, il convient de spécifier qu'il s'agit des sociétés publiques d'investissement agissant dans leur troisième fonction. »

« C. En ordre principal :

« Supprimer le § 3 de cet article. »

En voici la justification :

« Cet amendement se rapporte à l'amendement à l'article 51, qui stipule que les actions demeurent nominatives aussi longtemps que les actionnaires privés n'ont pas rempli entièrement leurs obligations d'achat des actions que la société de reconversion attribue à la société publique d'investissement, en rémunération de ses apports. »

« D. En ordre subsidiaire :

« Remplacer le § 3 de cet article par ce qui suit :

« § 3. Les actions attribuées par la société de reconversion, tant à la société publique d'investissement qu'aux action-

d) produkten en technologieën en de toepassing ervan waarvan de produktie en de commercialisering wegens hun reële vooruitzichten op het stuk van verdere ontwikkeling en rendabiliteit tot de vernieuwing of de uitbreiding van het industrieel apparaat dan wel tot de bevordering van de werkgelegenheid kunnen bijdragen. »

De verantwoording luidt :

« De huidige economische toestand te Brussel vereist evenzeer dat in dat gewest een efficiënt beleid wordt gevoerd op het gebied van steun aan de op de toekomst gerichte economische activiteit en aan de investeringen. »

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 54 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 55

Een lid legt vier amendementen meer :

« A. In § 1, na de woorden « openbare investeringsmaatschappij », de woorden « optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

De verantwoording luidt :

« Privé en openbaar industrieel initiatief worden op gelijke voet behandeld. Slechts voor de F.I.V.-inbreng van de nationale overheid geldt de verplichte afkoopformule zowel voor de privé- als openbare aandeelhouders. »

« B. In § 2, na de woorden « openbare investeringsmaatschappij », de woorden « optredend op grond van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978 » in te voegen. »

De verantwoording luidt :

« Voor de duidelijkheid moet hier gespecificeerd worden dat het gaat om de openbare investeringsmaatschappijen in hun derde functie. »

C. In hoofdde :

« Paragraaf 3 van dit artikel te doen vervallen. »

De verantwoording luidt :

« Dit amendement houdt verband met het amendement op artikel 51 waarin gesteld werd dat, zolang de privé-aandeelhouders hun verplichtingen tot afkoop van de aandelen die de reconversievennootschap aan de openbare investeringsmaatschappij toekent ter vergoeding van haar inbrengen, niet volledig hebben vervuld, alle aandelen op naam blijven. »

« D. In bijkomende orde :

« Paragraaf 3 van dit artikel te vervangen als volgt :

« § 3. De aandelen die de reconversievennootschap aan zowel de openbare investeringsmaatschappij als aan de privé-

naires privés, en rémunération de leurs apports, restent nominatives aussi longtemps que les actionnaires privés n'ont pas rempli entièrement leur obligation d'achat. »

En voici la justification :

« Le caractère nominatif des actions constitue la seule garantie permettant de contraindre les actionnaires privés à l'achat ou, le cas échéant, de les sanctionner. »

Un membre demande des explications sur la position des sociétés publiques d'investissement dans le mécanisme de reconversion.

Pour ce qui est des Invests, le Ministre déclare qu'ils peuvent intervenir de manière différente dans le contrat de reconversion et ce, suivant l'importance de la participation des sociétés publiques d'investissement en leur sein.

1. Si la participation des sociétés publiques d'investissement dans l'Invest dépasse 49 p.c., la participation de l'Invest dans la société de reconversion peut être prise en considération pour le calcul des 51 p.c. à charge des actionnaires privés, étant entendu que la part des actionnaires privés « purs » dans le total de l'apport fait en application du contrat de reconversion est d'un tiers au moins.

2. Si la participation de la société publique d'investissement à l'Invest ne dépasse pas 49 p.c. et n'est pas inférieure à 25 p.c., le C.M.C.E.S. peut prévoir une dérogation, de manière que l'apport de l'Invest dans la société de reconversion puisse être considéré comme un apport fait par un actionnaire privé « pur ».

2. Si la participation de la société publique d'investissement à l'Invest ne dépasse pas 25 p.c., l'apport de l'Invest à la société de reconversion est, de toute manière, considéré comme un apport fait par un actionnaire privé « pur ».

Un autre sénateur dépose un nouvel amendement rédigé comme suit :

« Remplacer le texte du § 3 par le texte suivant :

« § 3. Les actions représentant l'apport F.R.I. sont nominatives; elles le restent même après la réalisation de leur achat par les actionnaires privés ou de leur cession à des tiers, conformément au § 2. »

Il le justifie comme suit :

« Il est plus sain que les actions restent des actions nominatives. »

Tous les amendements proposés à cet article sont rejetés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 55 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 56

Un membre propose de supprimer cet article.

aandeelhouders toekent ter vergoeding van hun inbrengen, blijven op naam zolang de privé-aandeelhouders hun verplichting tot afkoop niet volledig vervuld hebben. »

De verantwoording luidt :

« Het nominatief karakter van de aandelen is de enige waarborg om de afkoop door de privé-aandeelhouders af te dwingen of om eventueel te kunnen sanctioneren. »

Een lid wenst uitleg omtrent de positie van de invests in het reconversiemechanisme.

Wat de Invests betreft, stelt de Minister dat zij op verschillende wijzen kunnen optreden in het reconversiecontract, al naargelang de participatie van de openbare investeringsmaatschappijen in deze Invests.

1. Bedraagt de participatie van de openbare investeringsmaatschappijen in de Invest meer dan 49 pct., dan kan de participatie van de Invest in de reconversievennootschap in aanmerking komen voor de berekening van de 51 pct. ten laste van de privé-aandeelhouders, met dien verstande dat het aandeel van de « zuivere » privé-aandeelhouders in het totaal van de inbreng in het kader van het reconversiecontract minimum een derde bedraagt.

2. Bedraagt de participatie van de openbare investeringsmaatschappij in de Invest niet meer dan 49 pct. en niet minder dan 25 pct., dan kan het M.C.E.S.C. in een afwijking voorzien zodanig dat de inbreng van de Invest in de reconversievennootschap als inbreng door een « zuivere » privé-aandeelhouder kan beschouwd worden.

3. Bedraagt de participatie van de openbare investeringsmaatschappij in de Invest niet meer dan 25 pct., dan wordt de inbreng van de Invest in de reconversievennootschap in elk geval als inbreng door een « zuivere » privé-aandeelhouder beschouwd.

Een ander senator legt volgend amendement neer :

« Op de tweede en derde regel van § 3, de woorden « tot het ogenblik van de uitvoering van », te vervangen door de woorden « ook na ».

De auteur verklaart :

« Het is beter dat de aandelen op naam blijven. »

Alle amendementen bij dit artikel worden verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 55 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 56

Een lid stelt voor dit artikel te doen vervallen.

Selon l'auteur de l'amendement, ce sont les sociétés régionales d'investissement elles-mêmes qui doivent négocier avec les autres actionnaires les rapports réciproques. Le droit des sociétés laisse suffisamment de possibilités en la matière.

Le Ministre déclare que l'article offre la possibilité de créer des « actions sans droit de vote », ce qui ne peut pas se faire sans l'intervention du législateur national.

En réponse à une question, le Ministre déclare que l'émission « d'actions sans droit de vote » n'est qu'une possibilité et qu'elle dépend entièrement des négociations entre les parties au contrat de reconversion. Que les actions octroyées à l'apport F.R.I. soient ou non assorties d'un droit de vote, les actionnaires privés ont toujours l'obligation de les acheter. Le terme « rémunérer » sert à désigner la contre-valeur de l'apport.

L'article 56 est adopté par 10 voix contre 3; en conséquence l'amendement proposant de le supprimer devient sans objet.

Article 57

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Article 57. — Il est créé un Fonds de rénovation industrielle pour les contrats de reconversion. La mission, le fonctionnement, le financement et l'intervention du fonds ainsi que la composition, le secrétariat et le fonctionnement du comité de gestion du fonds susmentionné seront réglés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

Il le justifie comme suit :

« Le Fonds de rénovation industrielle, tel qu'il a été créé par l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, a été institué avant l'approbation des lois institutionnelles. Ce fonds étant temporaire, le législateur national n'a pas estimé nécessaire d'y toucher au cours de la période transitoire de la réforme institutionnelle. Il n'est toutefois pas possible de le modifier, sinon on touche à la répartition des compétences, telle qu'elle a été prévue par la réforme institutionnelle.

C'est pourquoi il est créé un nouveau fonds. Il n'est pas nécessaire d'intéresser les exécutifs régionaux à son fonctionnement. Les amendements déposés visent tous à maintenir, dans le cadre de la réforme institutionnelle, une nette distinction entre les compétences nationale et régionale. »

Un autre membre propose de remplacer, aux deuxième et troisième lignes les mots « après avoir invité les Exécutifs régionaux à donner leur avis », par les mots « sur avis conforme des Exécutifs régionaux ».

Un membre demande si l'article 57 comporte une demande de pouvoirs spéciaux en vue de modifier le F.R.I.

Le Ministre répond affirmativement.

Volgens de auteur van het amendement zijn het de gewestelijke investeringsmaatschappijen zelf die met de andere aandeelhouders dienen te onderhandelen omtrent de wederzijdse verhoudingen. Het vennootschapsrecht laat ter zake voldoende mogelijkheden open.

De Minister stelt dat het artikel de mogelijkheid schept om aandelen zonder stemrecht te creëren, hetgeen niet kan zonder de tussenkomst van de nationale wetgever.

In antwoord op een vraag verklaart de Minister dat de uitgifte van niet-stemgerechtigde aandelen enkel een mogelijkheid is en volledig overgelaten wordt aan de onderhandelingen tussen de partijen bij het reconversiecontract. Of de aandelen die toegekend worden aan de F.I.V.-inbreng al dan niet stemgerechtigd zijn, doet geen afbreuk aan de verplichting van de privé-aandeelhouders deze aandelen af te kopen. Met de terme « rémunérer » wordt bedoeld de tegenwaarde van de inbreng.

Artikel 56 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3; diensvolgens vervalt het amendement dat de schrapping beoogde.

Artikel 57

Een lid legt volgend amendement neer :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 57. — Er wordt een Fonds voor Industriële Vernieuwing voor Reconversiecontracten opgericht. Bij een in Ministerraad overlegd besluit zal de opdracht, de werking, de stijving en het optreden ervan geregeld worden, evenals de samenstelling, het secretariaat en de werking van het beheerscomité voor voornoemd fonds. »

De verantwoording luidt :

« Het Fonds voor Industriële Vernieuwing, zoals opgericht bij koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978, is opgericht vóór de goedkeuring van de institutionele wetten. Gezien dit fonds uitdovend was, oordeelde de nationale wetgever het niet nodig in de overgangperiode van de institutionele hervorming aan dit fonds te raken. Wijziging ervan is echter niet mogelijk, daar men anders terechtkomt in de bevoegdheidsverdeling zoals uitgewerkt in de institutionele hervorming.

Om deze reden wordt een nieuw fonds opgericht. Het is niet nodig voor de werking ervan de gewestexecutieven erbij te betrekken. De ingediende amendementen strekken alle ertoe binnen het kader van de institutionele hervorming een scherp onderscheid aan te houden tussen de nationale en gewestelijke bevoegdheid. »

Een ander lid stelt voor op de tweede en de derde regel, de woorden « na om het advies van de Gewestexecutieven te hebben verzocht » te vervangen door de woorden « op eensluidend advies van de Gewestexecutieven ».

Een lid vraagt of met artikel 57 volmachten gevraagd worden om het F.I.V. te wijzigen.

De Minister bevestigt dit.

Un autre membre aimerait savoir dans quel sens iront les modifications.

Le Ministre déclare qu'il est possible que les volets « reconversion » et « innovation » soient fusionnés.

A cet égard, il y aura sans nul doute une concertation préalable avec les Exécutifs. Le Ministre l'a d'ailleurs confirmé dans une lettre qu'il a adressée aux Exécutifs et il espère qu'un consensus sera réalisé sur ce point.

Le Gouvernement n'a nullement l'intention de modifier, par le biais de cet article, la loi du 5 mars 1984.

Pour ce qui est du comité de gestion, aucune décision n'a encore été prise.

Les amendements sont rejetés par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 57 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 63

Un membre propose de remplacer cet article par ce qui suit :

« Article 63. — L'arrêté royal n° 20 du 23 mars 1982, modifié par l'arrêté royal n° 112 du 17 décembre 1982, l'arrêté royal n° 229 du 8 décembre 1983 et l'arrêté royal n° 245 du 31 décembre 1983 sont abrogés. »

Il en donne la justification suivante :

« Compte tenu de l'affectation d'importantes ressources de la collectivité aux secteurs nationaux, le système des actions privilégiées sans droit de vote n'est plus moralement justifié.

Si les pouvoirs publics mettent de l'argent dans certaines entreprises, ils doivent également prendre leurs responsabilités au niveau de la gestion. »

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 63 est adopté par 10 voix contre 3.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 13 membres présents.

Le Rapporteur,
T. DECLERCQ.

Le 2^e Vice-Président,
O. VAN DEN BROECK.

Een ander lid vraagt in welke zin de wijzigingen zullen gebeuren.

Het is mogelijk, aldus de Minister, dat het reconversieel en het innovatieel gefusioneerd worden.

In dat verband zal er zeker een voorafgaand overleg met de Executieven plaatsvinden. De Minister heeft dit trouwens in een schrijven aan de Executieven bevestigd en hoopt dat dienaangaande een consensus zal worden bereikt.

Het ligt geenszins in de bedoeling van de Regering aan de hand van dit artikel de wet van 5 maart 1984 te wijzigen.

Voor wat het beheerscomité aangaat, is nog geen beslissing genomen.

De amendementen worden verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem, bij 2 onthoudingen.

Artikel 57 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 63

Een lid stelt voor dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 63. — Het koninklijk besluit nr. 20 van 23 maart 1982, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 112 van 17 december 1982, het koninklijk besluit nr. 229 van 8 december 1983 en het koninklijk besluit nr. 245 van 31 december 1983, worden opgeheven. »

Hij verantwoordt het als volgt :

« Gezien de grote inzet van gemeenschapsgelden in de nationale sectoren, is het stelsel van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht moreel niet meer verantwoord.

Indien de overheid geld stopt in bepaalde ondernemingen, moet deze de overeenkomende beheersverantwoordelijkheid opnemen. »

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 63 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Dit verslag is bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden goedgekeurd.

De Verslaggever,
T. DECLERCQ.

De 2^e Ondervoorzitter,
O. VAN DEN BROECK.